Dimitra Bulletin

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

© Gustave Naraka

Clubs d'écoute: nouveaux partenariats

Mobilisation sociale et bonne gouvernance

Bulletin N° 23 – Bruxelles, mai 2013

Editorial

Sommaire

3 | République démocratique du Congo – Des clubs d'écoute en Province Orientale pour lutter contre la pauvreté
5 | Burundi – Nouveaux clubs d'écoute Dimitra, un exemple de synergie
6 | Un partenariat FAO et ONU Femmes pour des clubs d'écoute Dimitra en RDC et au Burundi
7 | ... et des clubs d'écoute Dimitra en Mauritanie et au Sénégal
8 | Série Portraits : Ali Abdoulaye, ONG VIE
10 | Niger – De l'information à l'action. La plate-forme multifonctionnelle de Gasseda
11 | Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales. Programme conjoint FIDA, FAO, PAM et ONU Femmes au Niger
12 | CoOPéquité : Promouvoir la gouvernance et l'équité au sein des organisations de producteurs et de productrices au Niger
14 | Mini-foires d'échange de bonnes pratiques au Niger et au Burkina Faso
16 | Bénin – Des micro-jardins contre la malnutrition
17 | Togo – Un crochet contre les déchets
18 | Ethiopie – Dr. Bogaletch Gebre, Lauréate du Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique 2012-2013
20 | Mali – L'autonomisation des femmes herboristes à Bamako et Ségou
21 | Ressources FAO
23 | Autres ressources

© FAO/Giulio Napolitano

Amies lectrices, amis lecteurs,

C'est avec plaisir que nous vous accueillons dans le bulletin Dimitra 23, qui illustre les dernières activités et résultats du projet, notamment le développement et l'impact croissant des clubs d'écoute. Ces succès se traduisent par une reconnaissance accrue de l'approche Dimitra et une forte augmentation des partenariats. On trouvera également des exemples de bonnes pratiques transmises par des organisations de notre réseau.

Le projet des clubs d'écoute en Province Orientale (République démocratique du Congo, RDC) prend de l'ampleur : 43 clubs ont déjà vu le jour. Leur création a été accueillie avec enthousiasme par les populations rurales de cette région très enclavée. Aujourd'hui, les femmes et les hommes membres des clubs, en lien avec les organisations paysannes de la région, peuvent commencer à rêver à un futur différent, faire entendre leur voix et agir pour un développement rural plus équitable et durable.

Au Burundi et dans la province Sud-Kivu en RDC, c'est un partenariat stimulant qui s'est mis en place : la FAO et ONU Femmes travaillent ensemble à la naissance d'un réseau de clubs d'écoute pour contribuer à l'autonomisation socio-économique des femmes, des hommes et des jeunes en milieu rural. Dynamique similaire en Mauritanie et au Sénégal, où la FAO va mettre en place un projet transfrontalier de clubs d'écoute Dimitra.

L'approche des clubs d'écoute Dimitra a des impacts très concrets. A Gasseda (Niger), le groupement de femmes membres du club d'écoute a pu bénéficier d'une plate-forme multifonctionnelle par le biais du PNUD. Les femmes disent avoir pu obtenir cet équipement grâce aux compétences de plaidoyer et de leadership acquises dans leurs clubs d'écoute. Elles ont ainsi pu organiser leur propre plaidoyer, expliquer leur besoins et montrer leur motivation.

Dans le cadre de la série de portraits de personnes leaders, nous vous offrons un entretien avec un homme exceptionnel : Ali Abdoulaye, coordinateur de l'ONG VIE, partenaire de Dimitra dans le Sahel. Ali souligne l'influence de Dimitra, surtout avec les clubs d'écoute, sur sa vie professionnelle et privée et sur les activités de son organisation. Il relève les importants changements de comportements en termes d'autonomisation des femmes dans certains villages et croit en un futur meilleur pour tous.

Egalement au Niger, un nouveau programme de la FAO, CoOPéquité, intervient pour soutenir le développement d'organisations de producteurs et productrices agricoles (OP) équitables, efficientes et performantes.

FAO-Dimitra est une composante du programme de partenariat FAO-Belgique « Gestion des Connaissances et Genre ». Le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire », autre composante de ce programme, a récemment organisé deux foires d'échange de bonnes pratiques, au Niger et au Burkina Faso. Un autre article montre l'un des effets d'une foire aux savoirs organisée au Niger en 2010. L'un des participants, Martin Tohou, Directeur Exécutif de l'ONG GRAAB au Bénin, avait été frappé par la technique des micro-jardins. Il a ensuite lancé l'activité dans sa famille et avec les bénéficiaires de son ONG. Avec grand succès.

Dans un autre exemple de transfert de connaissances, cinq Béninoises sont allées au Togo former des femmes dans le cadre d'une activité génératrice de revenus couplée à du recyclage : faire du crochet avec des sacs en plastique. Au Mali, l'ONG Aidemet travaille pour le renforcement de l'autonomie économique et la valorisation du rôle social des femmes herboristes.

Enfin, en mai 2013, le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique sera décerné à l'Ethiopienne Bogaletch Gebre « pour son leadership mobilisateur et sa détermination, en s'appuyant sur un parcours personnel remarquable, à renforcer la position des femmes en Ethiopie et à construire, à partir des communautés, un véritable mouvement pour le changement social ».

Je vous souhaite une bonne lecture !

Rob Vos
Directeur
Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural
Département du développement économique et social de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

FAO-Dimitra
Bureau de Liaison de la FAO avec l'Union Européenne et la Belgique
30, boulevard Simon Bolivar (20ème étage)
B-1000 Bruxelles, Belgique

Eliane Najros, *Coordinatrice du projet*
Maartje Houbrechts, *Chargée de projet*
Yannick De Mol et Christiane Monsieur, *Spécialistes genre, information et communication*

+32 2 204.07.49
dimitra@fao.org – **www.fao.org/dimitra**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

© FAO 2013

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGD) Belgique.

Graphisme : Filip Erkens, Gand | Impression : Parys Printing, Evergem-Gand

République démocratique du Congo | Des clubs d'écoute en Province Orientale pour lutter contre la pauvreté

Dans le district de la Tshopo, c'est avec engouement que les populations rurales se sont organisées autour des 43 premiers clubs d'écoute Dimitra de la Province Orientale. Ceux-ci ont vu le jour dans le cadre d'un projet mis en œuvre par FAO-Dimitra, sur un financement du Gouvernement congolais et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Leur mise en place a été accueillie avec enthousiasme par les populations rurales de cette région très enclavée qui se caractérise par son extrême pauvreté et des conditions de vie particulièrement difficiles.

Une cinquantaine de personnes, dont plus d'un tiers de femmes, se pressent devant l'entrée de la salle de formation de Yanonge, village situé sur la rive gauche du fleuve Congo, à environ 60 km de Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale. Parmi elles, des membres des neuf nouveaux clubs d'écoute Dimitra de la région, des leaders communautaires, des chefs coutumiers et religieux et des animateurs radio. Ils viennent du bassin Isangi-Est et ont à peine terminé une formation organisée par le projet « Clubs d'écoute, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et genre » sur la communication participative, le genre et l'approche des clubs d'écoute Dimitra.

A la sortie, les commentaires vont bon train. *« Avec cette formation, j'ai compris toutes les étapes de fonctionnement d'un club d'écoute Dimitra. Dans nos réunions, nous serons plus dynamiques »*, souligne l'une des participantes, Maguy Aliloma, modératrice du club d'écoute Kima Bobola (« Chasser la pauvreté »). Et Sœur Berthe Mangala, trésorière du club d'écoute Etumba na nzala (« Lutte contre la faim ») de renchérir : *« Je dois dire que tout m'a intéressé dans cette formation et particulièrement l'approche genre dans la gouvernance locale. L'égalité des chances entre l'homme et la femme doit permettre aux deux sexes d'aspirer aux mêmes droits pour une meilleure gestion de leur milieu dans un développent harmonieux »*.

L'atelier de Yanonge était l'une des formations décentralisées destinées aux membres des clubs d'écoute Dimitra récemment mis en place. D'autres ateliers similaires ont déjà été organisés ces derniers mois pour six clubs d'écoute dans le bassin Isangi-Nord. Après Yanonge, ce sera au tour des clubs des bassins Isangi-Ouest, Basoko et d'autres encore d'Isangi-Nord d'en bénéficier.

Au total, quelque 60 clubs d'écoute Dimitra seront mis en place dans le district de la Tshopo. Ceux-ci permettront aux femmes, aux hommes et aux jeunes de développer leur leadership, de prendre confiance en eux-mêmes, de s'engager dans une communication participative au sein de leur club et avec d'autres clubs. C'est le développement de leur communauté qui est en jeu, notamment par le biais d'actions collectives pour résoudre les problèmes qu'ils auront identifiés eux-mêmes et grâce à la gouvernance communautaire.

Lancement officiel du projet à Yangambi par le Ministre National de l'Agriculture et du Développement Rural, du Ministre Provincial du développement rural, de l'environnement et du tourisme, les autorités administratives et le Représentant de la FAO.

Lancement du projet Clubs d'écoute Dimitra en Province Orientale

Le projet en Province Orientale est mis en œuvre par FAO-Dimitra, sur un financement du Gouvernement congolais, par le biais du Programme de Réhabilitation Agricole dans la Province Orientale (PRAPO), et du FIDA, sous forme d'un don. Il vise à renforcer le pouvoir socio-économique des producteurs et productrices, leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire, grâce à un meilleur accès à l'information, la communication et l'échange des pratiques et expériences, y compris sur les questions agricoles et dans une perspective tenant compte du genre.

C'est à Yangambi que le projet a été officiellement inauguré, le 30 octobre 2012, en présence notamment du Ministre National de l'Agriculture et du Développement Rural, du Ministre Provincial du développement rural, de l'environnement et du tourisme, du Représentant de la FAO en RDC, de la FAO-Dimitra et bien entendu des représentants de 20 clubs d'écoute déjà mis en place. A cette occasion, ceux-ci ont souligné l'importance de l'accès à l'information et des dynamiques de communication participative en tant que facteurs incontournables pour déclencher des processus de développement socio-économique durables en milieu rural. Les autorités présentes ont aussi remis des radios solaires et à manivelle aux délégués des clubs d'écoute Dimitra.

Synergies clubs d'écoute Dimitra et organisations paysannes

Pour Jérôme Bitilaongi, Président de l'Union des Organisations Paysannes des Producteurs Agricoles (UOPA), bénéficiaire du PRAPO, le projet clubs d'écoute revêt une importance cruciale : *« Nous avons compris le rôle des clubs d'écoute dans la promotion des activités agricoles. C'est ainsi que nous n'avons pas hésité à envoyer quelques membres du club d'écoute Maendeleo-Rome en formation sur l'aquaculture à Kisangani. Pour les membres du club d'écoute Ba mama liboso (« D'abord les*

© Aster Bashige

© Eliane Najros

L'approche clubs d'écoute Dimitra, la communication participative et les questions de genre étaient au centre des formations décentralisées organisées par le projet dans la Province Orientale.

mamans »), une formation de création d'une coopérative d'épargne et de crédit est en vue. Nous avons aussi appuyé le club Muungano (« Union ») de Yakamba en semences d'arachides. Il a déjà préparé un champ qui va être bientôt semé. Le club Mwangaza (« Eclairage ») pour les jeunes est en structuration. C'est vous dire que les clubs d'écoute sont nos partenaires depuis le début de leur existence ».

La collaboration avec les radios

Pour la diffusion des informations et des idées, les clubs d'écoute Dimitra de la Province Orientale collaborent avec les radios communautaires Boboto, Kulokoko, Mabele, RTBI, RTCB, Radio Yanonge et Mwangaza. Ces radios ont été impliquées dès le démarrage, depuis la formation initiale organisée à Kisangani pour toutes les parties prenantes jusqu'aux formations techniques, spécifiques pour les radios.

Butukari Batulongani, chef de programme à la radio communautaire de Yanonge, est conscient des enjeux : *« Nous n'élaborerons plus jamais seuls notre grille de programme sans tenir compte des attentes des communautés locales, surtout celles qui vont traiter des débats des clubs d'écoute et les échanges des savoirs et autres connaissances. La radio sera à la disposition de la communauté ».*

Les membres des nouveaux clubs d'écoute Dimitra ont déjà identifié des thèmes qui leur sont chers et qu'ils souhaitent aborder dans les semaines et mois à venir lors des réunions de leur club. L'agriculture est souvent en première position, avec l'utilisation de semences améliorées, les techniques culturales, la lutte contre les maladies des plantes, les techniques de pêche, l'accès à la terre, etc. Mais d'autres questions occupent aussi une place de choix, par exemple la sécurité alimentaire (relecture des habitudes alimentaires, accroissement et diversification de la production agricole, etc.), la santé (lutte contre le VIH/SIDA, aménagement des sources d'eau, assainissement du milieu, etc.), sans oublier des thèmes comme le chômage des jeunes ou les violences sexuelles.

Premiers résultats

Le projet peut être fier des premiers résultats obtenus en moins de dix mois : 240 villages sensibilisés à l'approche, 43 clubs d'écoute Dimitra mis en place et équipés d'une radio solaire et à manivelle, huit stations radio formées et sept équipées avec des kits de reportage, quelque 300 membres des clubs et parties prenantes formées à la méthodologie. Aujourd'hui les 1.672 membres des clubs, 701 femmes et 971 hommes, peuvent commencer à rêver d'un futur différent, à faire entendre leur voix, et à agir sur leur environnement en tant que citoyens et citoyennes.

Il est vrai que le projet a connu un essor dépassant toute attente, mais qui traduit bien l'intérêt et la volonté de la population de faire, d'agir. D'autant plus que l'initiative se développe dans une région coupée de tout, où la pirogue et le vélo restent pratiquement les seuls moyens de se déplacer pour les habitants qui se sentent exclus des processus de développement socio-économique. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le chef de poste de Yanonge, lors de l'ouverture de l'atelier de formation, ait souligné *« l'importance des clubs d'écoute Dimitra dans un milieu aussi enclavé ».*

En août 2013, un forum des clubs d'écoute Dimitra de la Province Orientale sera organisé à Isangi afin de permettre aux membres des clubs de partager leurs expériences, résultats et difficultés. Une dimension que Thérèse Ramazani, modératrice du club d'écoute Etumba na nzala, a saisi depuis le début : *« La communication participative nous a montré comment partager les informations avec les autres et surtout comment faire connaître notre savoir et nos connaissances pour une meilleure maîtrise de notre environnement ».*

Pour en savoir plus, contacter :
Aster Bashige, Coordinateur du projet
Aster.Bashige@fao.org
Tél : +243-99-1858834

© Eliane Najros

Burundi | Nouveaux clubs d'écoute Dimitra, un exemple de synergie

S'inspirant des succès marquants du Niger et de la République démocratique du Congo, différents programmes de la FAO et ONU Femmes ont uni leurs forces pour lancer un ambitieux projet de clubs d'écoute Dimitra au Burundi. La FAO au Burundi a demandé l'accompagnement de FAO-Dimitra pour créer ces clubs d'écoute visant l'autonomisation des populations rurales, en particulier les jeunes et les femmes. Les acteurs et les contextes diffèrent mais l'approche, basée sur les expériences existantes, demeure centrée sur la participation, le genre, la mobilisation sociale et le partage des expériences.

Depuis plus d'un an, la Représentation de la FAO au Burundi s'est engagée dans la mise sur pied d'un réseau de clubs d'écoute communautaires Dimitra. Les programmes de la FAO « Fonds de Consolidation de la Paix en faveur des personnes affectées par le conflit » (Nations unies), « Adresser la problématique du VIH et des inégalités de genre par une réponse de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique Centrale et de l'Est » (Suède), « Autonomisation agro-économique de ménages vulnérables » (Suède) et « Horticulture Urbaine et Péri-urbaine » (Belgique), ont décidé de mettre en œuvre cette approche novatrice. ONU Femmes apporte également son soutien financier.

Exemple de collaboration réussie entre plusieurs programmes de la FAO, l'initiative vise à améliorer l'accès à l'information et la communication des populations rurales, particulièrement les femmes et les jeunes, pour contribuer à leur autonomisation socio-économique et politique, et à leur sécurité alimentaire.

Concrètement, la FAO met en place 35 clubs d'écoute Dimitra dans le cadre d'un projet pilote visant les provinces burundaises suivantes : Bujumbura Rural, Bujumbura Mairie, Bubanza, Muramvya et Cibitoke. Le projet s'appuie sur et vient en appui aux champs écoles paysans de la FAO. D'une part, les clubs sont créés « à côté » des champs écoles, avec le soutien des parties prenantes existantes et, de l'autre, les clubs d'écoute vont permettre la mise en réseau des champs écoles et l'échange de bonnes pratiques. Les champs écoles et les clubs d'écoute sont des approches complémentaires de la FAO se basant sur la participation des populations rurales et la valorisation de leurs besoins et intérêts. Un exemple de partenariat gagnant-gagnant.

La mise sur pied de clubs d'écoute Dimitra est un processus se déroulant à moyen et long termes. Au-delà de la distribution de radios solaires et à manivelle, de la constitution des clubs ou de formations ponctuelles, un accompagnement est nécessaire pendant 6 mois à un an, afin d'assurer réellement la participation, la durabilité et la sensibilité au genre du projet. Cette durée dépend largement du contexte local (socio-culturel, institutionnel, etc.).

Au début de ce processus, Dimitra facilite un « atelier des clubs d'écoute communautaires ». Il s'agit d'une étape essentielle de sensibilisation et de partage d'informations concernant les clubs d'écoute. C'est le moment où l'équipe de FAO-Dimitra peut faire de la sensibilisation et renforcer les capacités mais aussi adapter, avec les participant-e-s (les acteurs du projet), l'approche des clubs d'écoute au contexte local, et affiner le rôle de chacun-e ainsi que les prochaines étapes.

Au Burundi, l'atelier clubs d'écoute communautaires Dimitra s'est tenu du 5 au 8 mars 2013, avec pour objectif d'adapter l'approche Dimitra au contexte local et aux acteurs impliqués, de renforcer les capacités des participant-e-s en genre et en communication sociale et de permettre de mieux cerner les éléments pratiques de la mise en place des clubs.

L'atelier s'est tenu à Bujumbura et a rassemblé une trentaine de participant-e-s : leaders locaux des clubs, animateurs des champs écoles de la FAO, représentants des organisations partenaires (ONU Femmes, UNICEF, UNFPA) et agents des radios.

Malgré les niveaux différents des participant-e-s, la méthode pédagogique utilisée (formation active, se basant sur le vécu des participant-e-s) a permis de riches échanges concernant la situation des femmes rurales au Burundi, sur base notamment des résultats très parlants de l'exercice des horloges d'activités quotidiennes, qui montre clairement les disparités entre hommes et femmes en termes de charge de travail.

Concernant la communication participative, autre domaine essentiel abordé lors de l'atelier, un jeu de rôle a permis de travailler sur les spécificités du contexte médiatique burundais et la communication en général. Au Burundi, les médias sont concentrés dans la capitale et l'absence de radios communautaires en tant que telles constitue un défi.

L'atelier s'est terminé avec l'identification des prochaines étapes pour la mise en place des clubs, dont l'établissement d'un partenariat créatif avec plusieurs radios de portée nationale, et des rôles et responsabilités des acteurs impliqués.

Pour en savoir plus, contacter :
Gustave Ntaraka, Coordinateur des clubs d'écoute Dimitra au Burundi
+257-22-206000
gustave.ntaraka@fao.org

© James Belgrave

Un partenariat FAO et ONU Femmes pour des clubs d'écoute Dimitra en RDC et au Burundi

La FAO et ONU Femmes, deux agences des Nations Unies, ont récemment signé un protocole d'accord pour unir leurs forces afin de contribuer à l'autonomisation socio-économique des femmes, des hommes et des jeunes en milieu rural au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC). Pour atteindre cet objectif, l'information et la communication participative sont mises à l'honneur par le biais des clubs d'écoute Dimitra.

© Eliane Najros

Les membres du club d'écoute Rhushangire de Makwale, Territoire de Walungu (RDC), reçoivent leur radio solaire à manivelle.

Dans le cadre de cette collaboration, cinq clubs d'écoute Dimitra ont déjà vu le jour dans la province du Sud-Kivu (RDC) et dix autres dans les provinces de Bubanza, de Bujumbura Rural et Bujumbura Mairie (Burundi). Néanmoins, il est probable que le nombre de clubs double voire triple dans les semaines à venir, à la lumière de l'enthousiasme avec lequel les communautés ont accueilli l'initiative.

Multiplication des clubs d'écoute Dimitra

En effet, dans le cas du Sud-Kivu où des radios solaires et à manivelle ont déjà été distribuées, plus de 100 personnes étaient présentes lors des premières réunions de chaque club. Or, on sait que pour fonctionner de manière participative, un club d'écoute Dimitra ne doit pas compter plus de 25-30 membres. Les clubs vont donc devoir se multiplier pour mieux accueillir leurs membres. Une situation similaire risque de se présenter au Burundi où on note un grand dynamisme. Dans les deux pays, les clubs n'ont pas tardé à s'auto-organiser et à conduire des actions collectives, sans même attendre les formations !

Les clubs serviront de tremplin pour stimuler la participation des populations rurales et la gouvernance citoyenne dans les activités de développement et constitueront un espace de prise de parole et d'action en rapport avec les besoins identifiés par les membres des clubs. Ainsi, ces derniers pourront prendre confiance en eux et mieux faire entendre leur voix, qu'il s'agisse du niveau politique local ou des organes de décision des organisations paysannes, afin d'améliorer leurs opportunités sociales, économiques et politiques.

La sélection des sites pour la mise en place des clubs d'écoute s'est faite sur la base de critères tels que la présence d'organisations locales partenaires d'ONU Femmes et/ou de champs écoles ou autres activités de la FAO. Au Burundi, les clubs Dimitra sont situés dans les Provinces de Bubanza (Communes de Gihanga, Mpanda et Rugazi), de Bujumbura Mairie (Communes de Buterere et Kanyosha) et de Bujumbura Rural (Commune de Isale). Dans le Sud-Kivu, ils se trouvent à Mudaka (territoire de Kabare) et à Walungu, Ludaha et Kaniola (territoire de Walungu).

Réseautage et recherche de synergies

Un des éléments singuliers et novateurs de ce projet est lié au fait qu'ils viennent en soutien à d'autres initiatives de la FAO et d'ONU Femmes. Dans le cas du Sud-Kivu, ils s'appuient sur le réseau existant de clubs d'écoute Dimitra et sur la création de « maisons d'écoute » pour femmes violées appuyées par ONU Femmes. Au Burundi, ils font partie d'un réseau de clubs mis en place par quatre programmes de la FAO (voir article page 5). Cette dimension de réseautage et la création de synergies avec d'autres initiatives sont importantes car si être membre d'un club d'écoute Dimitra aide à mieux comprendre son environnement, faire partie d'un réseau de clubs contribue aussi à être plus efficace et à réduire l'isolement. Ceci ne peut qu'enrichir les discussions et les échanges organisés entre les clubs, y compris les décisions qui y sont prises.

Dans les deux pays, les activités sont mises en oeuvre par FAO-Dimitra, qui a organisé à Bujumbura, du 5 au 8 mars, une première formation sur l'approche des clubs d'écoute Dimitra afin de renforcer les capacités des participant-e-s en matière de communication sociale et de genre. Trois participant-e-s d'ONU Femmes Burundi ont bénéficié de la formation, notamment les agents des communes d'Isale et de Mpanda et le Chargé de Programme d'ONU Femmes au Burundi. Une formation similaire sera bientôt organisée à Bukavu, Sud-Kivu, par l'ONG locale Samwaki, partenaire de Dimitra, qui appuie le processus et les clubs d'écoute Dimitra depuis 2006. Dans ce cas, la participation d'ONU Femmes aura trait aux aspects liés à la connaissance et la revendication des droits des femmes en RDC.

Le partenariat signé entre les deux agences devrait également être renforcé par une contribution additionnelle d'ONU Femmes Burundi qui permettra de poursuivre les formations décentralisées, de participer à un forum des clubs d'écoute Dimitra ou à des visites d'échange.

Les membres d'un nouveau club d'écoute Dimitra dans la commune Mutimbuzi, en province de Bujumbura rural (Burundi). Le club s'est donné le nom de Abasangirajambo, « ceux qui partagent la parole ».

… et des clubs d'écoute Dimitra en Mauritanie et au Sénégal

En Mauritanie, un atelier des clubs d'écoute Dimitra, organisé à Nouakchott du 11 au 14 novembre 2012, a rassemblé 25 participant-e-s provenant de quatre régions ciblées, Assaba, Trarza, Brakna et Gorgol.

Cet atelier faisait suite à une requête d'assistance technique présentée à FAO-Dimitra par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en vue de la mise en œuvre d'un projet pilote pour des clubs d'écoute Dimitra dans le pays, sur financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Il a été facilité par FAO-Dimitra, avec le soutien de personnes ressources mauritaniennes pour les aspects liés à l'environnement et au genre, et le soutien d'un représentant de Radio Mauritanie pour la communication. L'ONG Perspectives Rurales – Association de Développement (PRAD) était responsable de l'organisation de la formation.

Le cas de la Mauritanie est particulier dès lors que le projet pilote s'appuie sur plusieurs organisations accompagnatrices : ONG PRAD (Nouakchott), Action (Gorgol), AFRES (Assaba), AMSTOP (Trarza) et CHDCD (Brakna). La première phase du projet permettra d'affiner la structure pour une efficacité optimale.

Par ailleurs, la FAO va mettre en place un projet transfrontalier (Mauritanie-Sénégal) de clubs d'écoute Dimitra dans la Vallée du Fleuve Sénégal. Les clubs d'écoute permettront la mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques entre les champs écoles paysans du Programme régional Gestion Intégrée de Protection des Déprédateurs (GIPD).

Le paysage médiatique mauritanien n'est pas encore libéralisé. Une collaboration avec Radio Mauritanie, la radio nationale publique, a donc été établie par le biais de ses antennes décentralisées. Toutefois, le projet transfrontalier permettra aussi de collaborer avec les radios locales sénégalaises, très écoutées du côté mauritanien.

A l'heure qu'il est, les clubs sont donc créés et de nouvelles opportunités s'ouvrent en termes de collaboration avec d'autres programmes de la FAO ou encore avec d'autres unités du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et du Bureau international du travail (BIT).

La clé du développement : l'éducation pour les filles et les garçons

SÉRIE PORTRAITS

Enseignant de formation, Ali Abdoulaye est depuis 1998 coordinateur de l'ONG VIE Kande ni Bayra, point focal du projet FAO-Dimitra au Sahel. Son travail en milieu rural a développé chez lui un intérêt particulier pour les actions de développement et les questions liées au genre.

Pourriez-vous nous décrire votre parcours professionnel ?

Après des études à l'école normale de Dosso, j'ai débuté comme enseignant en milieu rural, d'abord comme instituteur et puis très rapidement, directeur d'école. C'est là que j'ai commencé à côtoyer des ONG de développement. Cela m'a encouragé à introduire une requête pour le forage de six puits et la plantation d'un verger scolaire pour soutenir l'achat de petits matériels et équipements pour l'école. De là est parti mon engagement dans les actions de développement et la création, avec d'autres enseignants, de l'ONG Volontaires pour l'Intégration Educative, VIE Kande ni Bayra, qui veut dire « porte ton savoir ».

Quels sont vos principaux domaines d'activité ?

Notre activité principale, c'est l'éducation de base. Permettre aux enfants d'aller à l'école. Et offrir une alternative éducative à ceux qui ne peuvent pas s'inscrire dans le système classique. C'est le cas, par exemple, des actions d'alphabétisation que nous menons. L'objectif est de combattre l'illettrisme et l'ignorance qui sont les facteurs clés qui accentuent la pauvreté dans les communautés de base. Nous sommes avant tout des enseignants et c'est dans le domaine de l'éducation que nous pouvons mettre à disposition notre expertise et notre expérience.

Notre objectif est donc de faire de l'éducation, une éducation intégrée qui vient en appui aux activités de développement, pour leur donner plus de chances de réussite.

Avec nos divers partenaires, dont Dimitra, nous avons pu étendre et développer notre champ d'action à la situation des femmes dans la communauté, surtout en matière d'éducation et d'alphabétisation.

© Eliane Najros

En parlant de Dimitra, vous abordez la question du genre. Avez-vous des activités dans ce domaine ?

Nous sommes le point focal de Dimitra au Sahel, couvrant le Tchad, le Bénin, le Togo, le Niger et le Mali. Nous sommes chargés de collecter auprès des hommes, des femmes elles-mêmes et des institutions, toutes les informations qui crédibilisent, mettent en valeur et rendent visible la force des femmes dans le développement rural. Pour réaliser cette mission, nous avons bénéficié de formations sur le genre, pour comprendre ce que cela signifie. Ce que nous avons surtout appris, c'est l'importance des outils à mettre en place pour l'autonomisation des femmes et de l'implication des hommes dans les activités.

Qu'est-ce qui vous a amené à travailler dans le domaine du genre ?

Lors de la création de l'ONG VIE, nous avons décidé de porter une attention particulière à la population la plus touchée par la pauvreté et l'insécurité alimentaire, à savoir celle se trouvant en milieu rural. Et dans ces zones, le constat est que les femmes sont toujours en première ligne pour lutter et relever les défis de l'agriculture et de la pauvreté, en matière d'économie, d'éducation, de santé, d'organisation sociale, etc.

Pour donner plus d'impact et d'efficacité à nos actions sur le terrain, il était donc logique de collaborer avec les femmes. Ceci n'est pas en soi difficile, dès lors qu'on est conscient de la dimension genre. Et que les uns et les autres acceptent les interactions professionnelles et humaines.

Dans votre environnement culturel et familial, est-ce facile pour un homme d'aborder les questions de genre ? Avez-vous rencontré des résistances ?

Nous avons rencontré beaucoup de résistances. Surtout de la part de ceux qui défendent leurs privilèges. Ceux-là sont forcément opposés à toute initiative pour un changement positif dans le statut des femmes dans la société.

Nous avons aussi affronté des résistances fondées sur des interprétations erronées de certains principes religieux et sur la méconnaissance des textes [religieux] par les femmes.

Il y a aussi d'autres résistances dues tout simplement au manque de confiance en soi chez les femmes en milieu rural, qui ont une lourde charge de travail et peu de temps pour la réflexion et la contribution au devenir de la communauté.

Comment expliquer la dimension genre à ceux qui ne savent pas ce que c'est ?

En tant qu'acteurs du développement, il nous est arrivé, au début de nos activités, de croire que la seule présence des femmes aux réunions suffisait pour dire que la dimension genre était respectée. Jusqu'à ce qu'on comprenne qu'elles devaient non seulement prendre la parole comme les hommes, mais aussi participer aux délibérations et aux prises de décisions sur toutes les questions qui concernent la communauté.

Et nous avons compris que pour introduire la notion de genre en milieu rural, il fallait identifier les freins, les difficultés, comprendre dans quels domaines et dans quelles activités il y avait le plus d'inégalités liées au genre, dans les foyers, au sein de la communauté. Au niveau des décisions, il fallait aussi appréhender les champs de prise de décision, le contrôle des responsabilités ou la répartition des tâches au sein des ménages.

Quand on pousse la réflexion, les gens se rendent compte et avouent l'existence d'inégalités. De cet aveu peut naître le désir de changement et la recherche de solutions endogènes. Les acteurs du développement peuvent intervenir dans la recherche de solutions durables et transposables du niveau local au niveau régional ou national.

© Yannick De Mol

Avez-vous des exemples d'expériences que vous avez partagées grâce au réseau Dimitra ?

J'aime citer comme exemple d'expérience partagée, un atelier organisé par Dimitra à Mbour, au Sénégal, en juin 2008, sur l'accès à la terre. Les travaux de cet atelier nous ont permis de prendre connaissance d'actions initiées par le Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal. Les conclusions et recommandations de cette rencontre internationale nous ont inspirés dans les actions avec nos organisations de base. Nous avons traduit dans nos langues nationales et adapté des documents reprenant des expériences réalisées au Sénégal, avec des femmes vivant dans des zones rurales.

Ce qu'il faut souligner, c'est que nous avons réussi à coupler cette initiative avec une autre expérience de Dimitra, celle des clubs d'écoute. Véritables outils d'information et forums de discussions, ces clubs d'écoute ont permis, au niveau local, de faire avancer le débat sur l'accès des femmes à la terre. Différentes pistes et stratégies ont été débattues par le canal de ces clubs d'écoute. Les discussions ont aidé notamment les femmes de Banizoumbou à se constituer en groupement et, soutenues par le chef et plusieurs hommes du village, à négocier avec les propriétaires terriens le prêt d'un terrain fertile pour 99 ans. Si elles arrivent à exploiter ces terres de façon rentable, une grande partie d'entre elles pourra sortir de la pauvreté, racheter les terres et renforcer leur position dans la communauté. Voilà une action qui, à ce stade, donne grande satisfaction.

On peut dire que la mise en œuvre de cette initiative découle de la volonté et du dynamisme de ces femmes, mais que la démarche a été, en grande partie, inspirée par des expériences d'autres partenaires du réseau Dimitra.

Comment voyez-vous l'avenir des femmes, elles dont on dit qu'elles sont le socle de la société et le pilier de l'économie ?

Ce n'est pas faux, vu le rôle qu'elles jouent, surtout dans nos sociétés africaines. Les femmes ont le potentiel nécessaire pour atteindre par elles-mêmes l'équilibre et l'équité. Les observations faites dans les villages où le travail a été bien fait, montrent que l'équité hommes/femmes est possible. Et ce qui se fait à ce niveau-là peut être étendu sur une plus grande échelle. Au niveau mondial, au niveau des gouvernements, les choses bougent aussi, avec l'adoption de textes et de résolutions en faveur de l'égalité hommes-femmes, ce qui encourage à persévérer.

Quelles satisfactions tirez-vous de votre engagement personnel dans ce domaine ?

Ma plus grande satisfaction, c'est d'être plus conscient du genre, dans mes activités professionnelles ou dans la vie courante. C'est devenu presque un réflexe.

Ma satisfaction est encore plus grande quand je visite certains villages et que je constate les énormes progrès réalisés en cinq ans à peine. Des progrès dans la prise de parole des femmes lors des réunions villageoises, une plus grande présence dans la prise de décisions, sur toutes les questions liées à la vie de la communauté.

En milieu rural, les femmes assument de plus en plus de responsabilités dans la gestion des activités, sans avoir besoin de l'intervention des hommes. C'est le cas dans un de nos villages phare, Gasseda. Le groupement des femmes du village a reçu du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) un moulin multifonctionnel de transformation. Elles ont refusé toute intervention des hommes, dans la gestion et même dans les réparations techniques. La réussite est telle que le plan de gestion défini devrait faciliter l'acquisition d'un nouveau moulin et la poursuite de l'activité (voir article page 10). Personnellement, quand je vois ce qui a été fait depuis trente ans que je fréquente ces villages, je me dis que dans dix ans, beaucoup de choses pourront encore évoluer positivement.

> *"Ma plus grande satisfaction, c'est d'être plus conscient du genre, dans mes activités professionnelles ou dans la vie courante. C'est devenu presque un réflexe."*

Avec votre expérience, quel conseil donneriez-vous à des lecteurs ou lectrices du bulletin Dimitra qui voudraient s'engager dans la promotion du genre ?

Le premier conseil c'est d'abord de… s'engager. De comprendre et intégrer profondément la notion de genre. Les personnes qui souhaitent travailler dans ce domaine devront veiller à adopter une approche participative dans les actions à entreprendre, surtout en milieu rural. Surtout, éviter de se présenter avec des idées toutes faites, laisser place au génie créateur des femmes, et privilégier les solutions endogènes.

Pour contacter Ali Abdoulaye:
ONG-VIE Kande Ni Bayra
BP 349 – Niamey, Niger
Tél : +227-20-752560
viebayra@intnet.ne – www.viebayra.org

Niger | De l'information à l'action. La plate-forme multifonctionnelle de Gasseda

Au Niger, 70% de la population habite en milieu rural ou dans de petites agglomérations de moins de 5000 habitants. 90% des habitants de ces zones sont privés d'accès à l'électricité. C'était le cas jusqu'il y a peu à Gasseda, un village de la commune de Diantchandou, dans le district de Kollo. Mais il y a quelques mois, le village a bénéficié de l'installation d'une plate-forme multifonctionnelle du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Une plate-forme multifonctionnelle (PTMF) consiste en un châssis sur lequel est placé un moteur simple et robuste, muni d'un alterneur triphasé qui fournit une énergie mécanique et électrique à différents équipements. Au Niger, 40 villages ont bénéficié d'une plate-forme équipée d'une décortiqueuse, d'un moulin à céréales et d'un chargeur de batteries. Mais la plate-forme peut être complétée avec d'autres instruments, tels qu'un broyeur ou un poste de soudure par exemple. Elle peut aussi fournir une énergie suffisante pour alimenter le réseau électrique d'un village ou pour assurer l'abduction d'eau.

Les habitants de chaque village bénéficiant d'une plate-forme doivent eux-mêmes assurer la construction d'un local pour installer le matériel. Ils doivent aussi réunir un fonds de 200.000 FCFA pour en assurer la maintenance et faire d'éventuelles réparations. De cette façon, le PNUD s'assure que les villages peuvent maintenir l'équipement en bon état sans avoir recours à un financement externe. La mise en place de la plate-forme est accompagnée par des formations en gestion et en alphabétisation pour les comités en charge du projet. Chaque comité est composé d'au moins huit femmes qui se relaient pour la gestion quotidienne des équipements.

© Alice Van der Elstraeten

La secrétaire du comité de gestion prend note de chaque service livré

© Alice Van der Elstraeten

Sofi Sidikou parle des changements dans sa vie. Derrière elle, les fiches de la formation en gestion de la plate-forme.

Tous les jours, Inayata Garba, la secrétaire du comité de Gasseda, remplit soigneusement le cahier, notant à chaque fois le nom du requérant et le service demandé. Elle s'assure ainsi que chacun est servi à son tour et que les bénéfices de la journée sont comptabilisés. Après le contrôle des comptes par une tierce personne, les bénéfices sont destinés en partie aux membres du comité de gestion, ainsi qu'à la maintenance et l'amortissement du matériel. Avec le surplus que l'usage de la plate-forme génère, le comité pourra enrichir la plate-forme d'autres équipements.

Mais la plate-forme représente bien plus qu'une nouvelle source d'énergie au sein du village. Elle permet surtout un changement dans la vie des femmes. La décortiqueuse et le moulin à céréales réduisent considérablement le temps que les femmes consacrent quotidiennement à leurs tâches ménagères. Elles ont ainsi du temps pour d'autres activités génératrices de revenu. Même les plus jeunes filles en bénéficient : dès lors qu'elles n'ont plus à piller le mil, elles disposent de plus de temps pour l'éducation.

« Avant l'arrivée de la machine, nos mains étaient calleuses. Maintenant elles sont toutes lisses. Avant, on n'avait pas le temps de faire autre chose. Maintenant, on fait du maraîchage, et je pars chaque matin arroser mes plantes. Toutes les femmes font du maraîchage maintenant. Avant, on passait tout notre temps à préparer les repas » témoigne Sofi Sidikou, l'une des femmes en charge de la plate-forme. *« La machine a beaucoup amélioré nos vies, et maintenant nous n'avons plus honte de montrer nos mains quand nous parlons »* nous raconte-t-elle en riant.

Début 2011, quand l'équipe du projet FAO-Dimitra rendait visite aux femmes membres du club d'écoute de Gasseda, celles-ci évoquaient leur difficulté à passer de la discussion à l'action. Elles citaient avant tout le manque d'eau dans leur village, qui les empêchait de faire du maraîchage. Aujourd'hui, en mars 2013, le problème de l'eau n'est toujours pas résolu, mais les femmes de Gasseda ont fait du chemin. Depuis la mise en fonctionnement de la plate-forme, les femmes ont plus de temps libre. Mais elles n'ont pas pour autant choisi de se reposer. Elles sont parties à Gourou, un village situé à deux kilomètres de Gasseda, où elles ont pu obtenir une terre pour faire du maraîchage. Chaque jour, quelques-unes d'entre elles vont sur le site pour arroser la terre et reviennent avec des légumes qu'elles consommeront ou revendront. Le problème de l'eau existe encore, mais le temps gagné leur a permis d'aller cultiver ailleurs. Les femmes de Gasseda rêvent déjà de l'installation d'un système d'abduction d'eau, une fois que la plate-forme sera amortie.

« C'est grâce au club d'écoute que nous avons obtenu la machine. C'est le club d'écoute qui nous a changé, et c'est

Le décorticage des céréales.

parce que ils (les agents du projet du PNUD) ont vu que nous étions motivées qu'ils nous ont donné la machine » raconte Hamsa Makido, la trésorière du comité de gestion de la plate-forme de Gasseda.

Dans le district de Téra, à l'Ouest du Niger, 17 villages avaient manifesté leur intérêt à bénéficier d'une plate-forme multifonctionnelle. Il y avait huit plate-formes disponibles et elles ont toutes été octroyées à des villages avec des clubs d'écoute. Ali Abdoulaye, le coordonnateur de l'ONG VIE Kande Ni Bayra, qui accompagne les femmes, nous confirme : *« Je ne peux que constater que les femmes qui se mobilisent, qui savent s'exprimer, et qui savent planifier, ont été prises en considération dans le processus de sélection des villages pouvant gérer convenablement une plate-forme. »* A Gasseda, les premiers mois de fonctionnement de la plate-forme ont été un franc succès, et l'objet de nombreux débats au sein des clubs d'écoute.

Pour en savoir plus, contacter :
ONG-VIE Kande Ni Bayra
Ali Abdoulaye, Coordinateur
BP 349 – Niamey, Niger
Tél : +227-20-752560 – Tél/Fax : +227-20-755448
viebayra@intnet.ne – www.viebayra.org

ACCÉLÉRER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES RURALES

Atelier consultatif de lancement d'un programme conjoint FIDA, FAO, PAM et ONU Femmes au Niger

Les femmes jouent un rôle majeur dans le développement des zones rurales et des économies nationales. Cependant, elles n'ont qu'un accès limité aux ressources de production, telles que la terre, les intrants agricoles, les services financiers et le crédit, les services de vulgarisation et les technologies, ce qui limite l'efficacité du secteur agricole.

C'est dans ce contexte que les trois agences romaines – FAO, FIDA et PAM – et ONU Femmes ont décidé de fournir une réponse plus globale et intégrée des Nations Unies pour appuyer l'autonomisation économique des femmes rurales à travers des actions conjointes. Ce programme est mis en œuvre pour cinq ans dans sept pays dans le monde : Niger, Ethiopie, Liberia, Rwanda, Guatemala, Kirghizistan et Népal. Il a pour but de créer des synergies découlant du mandat et des avantages comparatifs de chacune de ces agences, d'améliorer les moyens d'existence et de renforcer les droits des femmes rurales dans le contexte du développement durable et des Objectifs du Millénaire pour le Développement après 2015 (post-OMD 2015).

Le démarrage du programme conjoint au Niger

Un atelier consultatif sur le programme conjoint pour le Niger s'est déroulé à Niamey les 27 et 28 novembre 2012. Cet atelier de lancement a été organisé avec toutes les parties prenantes – représentants/tes des Ministères de l'agriculture, de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et de l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens), représentants/tes des partenaires techniques et financiers (bailleurs et ONG internationales) et représentants/tes des organisations à la base travaillant déjà avec les quatre agences. Ces derniers venaient principalement de Maradi et Dosso, les deux régions ciblées.

Défis et bonnes pratiques

La méthodologie de l'atelier a été participative et a alterné des séances de présentation, des discussions ouvertes, des travaux de groupe et des séances de restitution en plénière.

A l'issue des travaux de groupe et lors de la restitution en plénière, cinq grandes catégories de défis et besoins ont été identifiés par les participants : le renforcement des capacités, les droits, l'accès à l'information et aux ressources, la participation et la représentation des femmes rurales à tous les niveaux, et la gestion des programmes (capacités et bonne gouvernance).

Des bonnes pratiques déjà mises en place au Niger ont été retenues : les clubs d'écoute FAO-Dimitra, le programme Matu Masu Dubara (programme de micro-finance de Care), les écoles des maris (UNFPA), le projet Augmentation des Revenus Monétaires des Femmes de Dosso (CTB), et la capitalisation des bonnes pratiques et l'intégration du genre dans les programmes de développement communautaires (FAO).

Les prochaines étapes

Les quatre agences sont en train de faire une cartographie des activités de leurs projets et programmes dans les deux régions ciblées et élaborent une note conceptuelle commune pour le Niger.

Pour en savoir plus, contacter :
Eliane Najros, Coordinatrice de FAO-Dimitra
Eliane.Najros@fao.org

CoOPéquité | Promouvoir la gouvernance et l'équité au sein des organisations de producteurs et de productrices au Niger

Les organisations de producteurs et productrices agricoles (OP) jouent un rôle déterminant dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Toutefois, dans bien des cas, certains groupes de personnes notamment les femmes et les jeunes, restent exclus des services et des bénéfices fournis par les OP. La participation active et équitable des producteurs, y compris des femmes et des jeunes, est pourtant un élément clef de la bonne gouvernance des OP et du renforcement de leur capacité à influencer les politiques. C'est dans ce contexte que le programme CoOPéquité intervient au Niger pour soutenir la mise en œuvre de politiques et de mesures encourageant le développement d'OP équitables et performantes.

Dans ce pays sahélien, la structuration du monde paysan et l'amélioration des conditions de vie des petits producteurs et productrices agricoles sont reconnus comme étant des défis de grande ampleur.

Les OP ont un rôle décisif à jouer dans la réduction des inégalités dans l'agriculture ainsi que dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, à condition cependant qu'elles bénéficient d'un cadre politique, législatif et économique porteur, et qu'elles soient fondées sur des principes de bonne gouvernance et d'équité.

Lancé en 2012 par la FAO avec l'appui de l'Union européenne, le programme CoOPéquité a été développé pour soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de politiques et de mesures encourageant le développement d'OP équitables et performantes.

© Dubravka Bojic

Un cadre propice au développement des OP

CoOPéquité fournit une assistance technique aux décideurs/euses politiques afin de les encourager à mettre en place un environnement porteur nécessaire à la création et au développement d'OP efficaces et inclusives. Les activités visent également à promouvoir un rééquilibrage des relations de pouvoir entre les différents acteurs, à améliorer la communication entre eux et à renforcer les mécanismes de concertation.

Renforcer les capacités organisationnelles

Le programme fournit également une assistance technique aux OP en matière de renforcement de leurs capacités organisationnelles. Plus particulièrement, l'action se concentre sur les aspects relatifs au renforcement de la gouvernance, la parité hommes-femmes, la performance économique, l'accès aux marchés ainsi que la capacité des OP à influencer le développement des politiques agricoles. Ces activités sont formulées et menées sur la base de besoins, de zones prioritaires d'action ainsi que de stratégies d'action identifiés par les OP elles-mêmes, par le biais d'enquêtes, de consultations et de processus de dialogue.

Renforcer le pouvoir des producteurs et productrices au sein de leur OP

Des sessions participatives d'information et de communication sont aussi organisées par le programme pour faire connaître aux producteurs et productrices les initiatives relatives aux OP. Il prévoit également la mise en place d'un réseau d'échange de bonnes pratiques et d'expériences, à travers notamment de l'organisation de voyages d'échanges entre producteurs et productrices de différentes OP.

CoOPéquité en action : un atelier ambitieux

Le premier atelier CoOPéquité, qui s'est déroulé à Niamey du 20 au 22 novembre 2012, était avant tout un atelier de repérage, visant à poser les bases des futures interventions au Niger et à cerner les faiblesses et les besoins prioritaires des organisations ciblées, notamment en termes de performance, de gouvernance et d'équité. Dans un second temps, il visait à appuyer l'élaboration d'un plan d'action commun pour le renforcement de la performance, l'équité et la gouvernance des OP du Niger.

L'atelier multi parties prenantes rassemblait les acteurs nigériens intervenant dans le domaine de l'agriculture et du développement rural (OP, gouvernement, Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, ONG, recherche) ainsi que les représentants des principaux partenaires internationaux : le FIDA et l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA).

Un état des lieux des OP nigériennes

Parmi les causes majeures de faiblesse des OP, les participants à l'atelier ont identifié, entre autres, le manque d'appui et de formation dans le domaine organisationnel, le manque ou l'insuffisance d'information et de communication aussi bien entre les différents niveaux d'OP qu'au sein des OP, ainsi que la sous-représentation des femmes et des jeunes au sein des instances décisionnelles des orga-

Qu'est-ce qu'une organisation rurale ?

Les organisations rurales telles que les OP et les coopératives sont des organisations autonomes, basées sur les principes de libre adhésion et de participation, gérées par leurs membres et gouvernées par un représentant élu parmi eux.[1]

Les organisations rurales fournissent une gamme de services économiques et/ou sociaux à leurs membres, qui leur permettent d'améliorer l'accès aux ressources naturelles, aux intrants agricoles ainsi qu'aux marchés.

Elles facilitent aussi l'accès à l'information et aux échanges de savoirs ainsi qu'une meilleure participation des producteurs et productrices dans les processus de décision politique et leur engagement actif dans des partenariats avec les pouvoirs publics, le secteur privé, la recherche et d'autres acteurs.

L'action collective par le biais des OP permet ainsi aux producteurs et productrices de surmonter nombre de barrières auxquelles ils sont confrontés et d'améliorer leurs conditions de vie, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et de la faim.

nisations. L'insuffisance des moyens financiers a également été retenue comme difficulté importante.

Ensemble vers la réalisation d'objectifs communs

Les participant-e-s se sont mis d'accord sur une série d'objectifs prioritaires à réaliser d'ici trois ans afin d'améliorer la performance, l'équité et la gouvernance des OP au Niger.

Au niveau du **environnement porteur**, la nécessité de mettre en place des mécanismes de consultation équitables, et d'assurer la participation effective des OP dans les processus de décision est très clairement apparue comme une priorité.

Au niveau des **OP**, une gestion plus autonome, démocratique, équitable et transparente des OP est à développer, ainsi que l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services fournis aux membres, notamment en matière d'information et de communication.

Quant aux **producteurs et productrices**, un important renforcement de leurs compétences est attendu, ainsi qu'un accès facilité aux services des OP et une meilleure connaissance et compréhension de leurs droits et devoirs en tant que membres.

L'ensemble des participants ont salué le succès du premier atelier CoOPéquité au Niger, qui a permis d'ouvrir la voie aux concertations entre Gouvernement et OP, sous la supervision de la FAO et dans le cadre du partenariat avec UPA.

Pour en savoir plus, contacter :
Carol Djeddah, Coordinatrice du Programme CoOPéquité
Carol.Djeddah@fao.org

La boîte à outils

L'approche CoOPéquité a été développée sur base de documents existants et de bonnes pratiques sur le renforcement institutionnel et le développement organisationnel.[2]

Plus particulièrement, l'atelier de lancement s'est appuyé sur le module 4 de la stratégie intégrée de la FAO pour le développement des capacités. Ce module présente une approche systématique du changement au sein des institutions et des organisations.[2] Il rassemble une série de méthodologies et d'outils récemment développés pour faciliter l'analyse des capacités organisationnelles ainsi que la mise en œuvre et l'évaluation des processus de changement organisationnel.

Adaptées à la fois aux réalités spécifiques du Niger et aux exigences du programme CoOPéquité, les méthodologies utilisées comprenaient, par exemple, un cadre d'analyse systématique des performances organisationnelles, un outil d'analyse de l'environnement porteur, ou encore un outil «vision» permettant d'élaborer un plan d'action commun.

© Dubravka Bojic

Un partenariat innovant

La mise en œuvre de CoOPéquité se fait dans le cadre d'un partenariat innovant entre la FAO et l'Union des producteurs agricoles du Québec – Développement International (UPA-DI), fondé sur le principe de solidarité entre agriculteurs du Nord et du Sud.

Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives et en accord avec le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2012, «Les coopératives agricoles nourrissent le monde», un protocole d'accord a été signé entre la FAO et UPA afin de développer une stratégie d'intervention ciblée pour les organisations paysannes et les coopératives agricoles dans les pays en développement.

CoOPéquité s'appuie donc sur une approche innovante de coopération nord-sud d'agriculteurs/agricultrices à agriculteurs/agricultrices, visant plus largement le renforcement de leurs capacités à agir collectivement pour le développement durable et équitable et l'amélioration de leurs conditions de vie.

© Dubravka Bojic

1 Annual Report on FAO activities in support of producers' organizations and agricultural cooperatives, FAO, 2012; Agricultural cooperatives: paving the way for food security and rural development, FAO, 2012.

2 Good practices on building rural institutions to increase food security, FAO/IFAD, 2012; Successful farmer collective action to integrate food production into value chains, Herbel, D. and Ourabah Haddad, N., Food Chain Journal, November 2012.

3 Learning Module 4 (LM4).

Mini-foires d'échange de bonnes pratiques au Niger et au Burkina Faso

Au mois de décembre 2013, le projet « Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire » de la FAO a organisé deux mini-foires d'échange de bonnes pratiques, l'une à Niamey au Niger et l'autre à Founzan au Burkina Faso. Ces rencontres ont permis aux participants et participantes de partager et échanger les bonnes pratiques recensées au cours des quatre années de mise en œuvre de ce projet sur la gestion des intrants agricoles.

Le projet Capitalisation touchant à sa fin, les mini-foires de Niamey et de Founzan ont été des moments importants d'échange et de partage des bonnes pratiques, tout en tirant les enseignements sur leur identification, documentation, appropriation et adoption à plus grande échelle.

Les bonnes pratiques capitalisées par la FAO et ses partenaires ont pris une multitude de formes : fiches de bonnes pratiques, fiches d'information, notes conceptuelles, vidéos et émissions radio. Le warrantage, les champs écoles paysans, la micro-dose, les commandes groupées, les boutiques d'intrants et les clubs d'écoute sont les pratiques qui ont été abordées en prêtant une attention particulière au genre.

La mini-foire à Niamey

La mini-foire à Niamey s'inscrivait dans le processus de capitalisation d'expériences et de documentation des bonnes pratiques qui a été entrepris avec les partenaires depuis le démarrage du projet en 2009. Lors des formations aux méthodologies de capitalisation d'expériences, les partenaires s'étaient engagés à mettre en œuvre des activités de capitalisation en choisissant des formats adaptés à leur public cible.

Lors de la mini-foire, les participants et participantes ont pu exposer les produits qu'ils avaient capitalisés et échanger sur les méthodologies utilisées et les difficultés rencontrées. Comme la mini-foire s'est déroulée dans la capitale nigérienne, plusieurs autres structures travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la capitalisation ont été invitées à échanger sur leurs méthodes de travail.

Comme pour les foires aux savoirs, les sessions de la mini-foire étaient participatives et mettaient en valeur la démarche. Comment a-t-on travaillé et pourquoi ? Quels sont les enseignements qu'on a tirés des échecs et des succès ? Les sessions de maquis mondial, au cours desquelles les participants ont répondu à des questions, se sont alternées avec des sessions d'assistance par les pairs pour trouver des solutions ensemble aux problèmes les plus saillants émanant des maquis mondiaux. Les participants et participantes ont échangé sur la documentation, l'identification, la diffusion et l'appropriation des bonnes pratiques tout en tenant compte du genre.

Le centre d'info-formation à Founzan

A Founzan, la mini-foire a pris une autre forme car elle coïncidait avec l'inauguration du centre d'info-formation sur le warrantage de la Coopérative de prestation de services agricoles Coobsa (COPSA-C). Une grande journée de fête a couronné le partenariat entre la COPSA-C, l'ONG Italienne CISV (Comunità Impegno Servizio Volontariato), la Coopération suisse et le projet Capitalisation de la FAO. Venant de tout le territoire de Founzan, de Ouagadougou, du Niger et d'Europe, les partenaires ainsi que les participants et participantes ont pu visiter le centre et découvrir les avantages du warrantage.

La COPSA-C est une organisation paysanne créée en mars 2009, dont le siège est à Founzan, au sud-ouest du Burkina Faso. Elle est constituée de neuf unions et se donne pour mission d'augmenter les revenus agricoles de ses membres afin d'améliorer leurs conditions de vie et leur sécurité alimentaire. Déjà en 2009 les membres de la COPSA-C se sont lancés dans le warrantage.

Le centre d'info-formation de la COPSA-C se veut un lieu de rencontre, d'échange et d'apprentissage sur les bonnes pratiques du warrantage. Le centre permettra à des groupements de producteurs et productrices venant de la région ou de plus loin, d'y effectuer une

« J'ai été impressionné par la méthodologie d'organisation de la mini-foire et les outils utilisés. Les documents exposés m'ont permis d'apprendre beaucoup sur le warrantage et l'expérience des paysans. (...) Le centre d'info-formation sur le warrantage offre une expérience pratique aux paysans et paysannes sur l'organisation et la gestion des activités agricoles. Etant un ressortissant de la province, je suis émerveillé par cette initiative qui va sans doute aider mes parents paysans à lutter contre la pauvreté car le warrantage permet aux producteurs et productrices de sécuriser leurs productions après récolte et de les mettre à l'abri contre le bradage aux commerçants. (...) »

MOUSSA ISIDORE DABIRÉ | STAGIAIRE AU RÉSEAU FEMMES EN ACTION | BURKINA FASO

Les participants répondent aux questions lors d'une session de maquis mondial à Niamey.

© Alice Van der Elstraeten

Les participant-e-s à l'inauguration du centre d'info-formation sur le warrantage de la COPSA-C.

visite d'échange pour mieux connaître le warrantage équitable.

Après l'inauguration du centre et la visite de la coopérative et du magasin de warrantage, les activités de la mini-foire ont donné lieu à la présentation d'une pièce de théâtre « du bradage au warrantage », d'un film « au cœur du warrantage », d'une session d'exploration sur le genre et d'une autre sur les visites d'échanges. Grâce au tracé de l'historique du warrantage, intitulé « le cheminement du warrantage », cette pratique a été documentée en images.

Perspectives pour l'avenir

Si le projet Capitalisation prend fin au mois de mai 2013, le programme « Gestion des connaissances et genre », dont Dimitra fait partie, se poursuit en 2013, notamment dans le cadre de la crise au Sahel. Grâce aux acquis du projet, les partenaires continueront à exploiter les produits capitalisés et les transformeront en outils spécifiques pour leurs bénéficiaires. Les bonnes pratiques seront ainsi diffusées à travers les radios communautaires, les clubs d'écoute Dimitra, les organisations paysannes à la base ainsi que les structures au niveau national œuvrant dans le secteur de la sécurité alimentaire.

A Founzan, le centre d'info-formation sur le warrantage qui a accueilli 13 visites d'échange au cours de l'année 2012 espère accueillir davantage de visiteurs en 2013. A travers des vidéos, une pièce de théâtre, une ligne de temps et des visites de terrain, la COPSA-C animera les visites de façon ludique tout en s'attachant à promouvoir le warrantage équitable.

L'aboutissement du travail du projet, du programme et de ses partenaires sera marqué par une foire régionale sur le partage des bonnes pratiques qui aura lieu en Afrique de l'Ouest fin 2013.

Pour en savoir plus :
Programme Gestion des Connaissances et Genre :
www.fao.org/oek/km-gender
Capitalisation des bonnes pratiques :
www.fao.org/oek/km-gender/capitalisation-bp

Le cheminement du warrantage

« La rivière de la vie » ou « la route de la vie » est une méthodologie narrative de partage des connaissances qui aide à visualiser le passé, le présent et le futur. Cette méthode permet à un individu de se présenter de façon divertissante et à un groupe de mieux comprendre et analyser le passé d'un projet ainsi que de faire des hypothèses sur son avenir.

L'intérêt de cette méthodologie consiste à utiliser le dessin plutôt que l'écrit, ce qui est particulièrement utile dans des groupes ne partageant pas la même langue. De par le collage et le dessin, la reconstruction chronologique de souvenirs de différentes personnes au sein d'un groupe permet de créer une vision commune permettant ainsi de comprendre la façon dont le projet a évolué.

A Founzan, grâce à cette méthodologie, la COPSA-C et l'équipe du Projet Capitalisation de la FAO sont parvenus à visualiser la mémoire de l'organisation et à la documenter à travers sa ligne de vie, intitulée « le cheminement du warrantage ».

© Alice Van der Elstraeten

« Le projet Capitalisation nous a aidés à améliorer nos émissions radio. Quand nous avons écouté nos émissions avec l'équipe de Capitalisation, nous avons constaté que la plupart ne prenait pas en compte le genre. Par exemple, avant la collaboration nous pensions que le maraîchage était une activité réservée aux hommes et on n'interviewait que des hommes. Maintenant, nous avons compris que c'était une défaillance, parce que les préoccupations des hommes et des femmes ne sont pas les mêmes ».

INOUSSA GANDA | CHARGÉ DE LA COMMUNICATION DE LA FÉDÉRATION MOORIBEN | NIGER

Bénin | Des micro-jardins contre la malnutrition

En 2010, Martin Tohou, Directeur Exécutif de l'ONG GRAAB et point focal de FAO-Dimitra au Bénin, a participé à la Foire aux Savoirs à Niamey (Niger). Il a été particulièrement inspiré et séduit par la culture de légumes en micro-jardin, au point de la mettre en œuvre chez lui, au Bénin.

David Tohou arrose son micro-jardin.

Il avait déclaré lors de la Foire aux Savoirs de Niamey, en 2010 : *« Ce qui a retenu mon attention, c'est le micro-jardin. Sincèrement, je vais l'adopter … C'est un truc très simple, très pratique, que j'ai retenu comme activité à développer et expérimenter au Bénin »*. En effet, dès son retour chez lui, Martin Tohou a construit plusieurs micro-jardins suivant les indications reçues au cours de la Foire. Depuis lors, lui-même et sa famille produisent différents types de légumes (tomates, piments, amarante, etc.) avec peu d'eau et un minimum d'efforts.

Même le cadet de la famille, David, a été contaminé par le virus ! Tout petit, il arrachait les jeunes plantes et cueillait les tomates pas encore mûres. Mais à force d'observer le travail quotidien de sa maman, dès ses premiers pas, il a commencé à cultiver les micro-jardins avec elle et à arroser chaque jour les caisses plastiques à portée de sa main. Aujourd'hui, il exige tous les jours qu'on lui donne de l'eau pour arroser son propre jardin !

Mais l'expérience ne s'est pas arrêtée au cercle familial. Via son ONG, le Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion durable à la Base (GRAAB), Martin Tohou a ensuite commencé une session de formation sur les techniques de culture en micro-jardin et du petit élevage à l'endroit de ménages agricoles à faible revenu. Avec le soutien des partenaires de l'ONG, 30 femmes ont ainsi reçu chacune quatre micro-jardins, des semences et un kit d'élevage (mouton, poulets locaux…). Les résultats sont encourageants : les membres de chacun de ces ménages mangent des légumes en toute saison et le surplus de la production est vendu, les micro-jardins à eux seuls rapportant à chaque femme en moyenne 2 500 FCFA par semaine, sans compter les revenus obtenus par le petit élevage.

Et l'activité s'étend… Le GRAAB vient de construire à Agbangnizoun, au centre du Bénin, une salle de formation, un puits et un château d'eau sur un périmètre de 1 hectare, spécialement réservé pour la formation en techniques de cultures en micro-jardin hors sol et sur le petit élevage. L'ONG a obtenu un appui financier du Fonds 1% de la FAO pour la formation et l'installation en micro-jardins de 50 femmes dans la commune d'Agbangnizoun.

Au total, le GRAAB compte atteindre 200 femmes par commune pour les neuf communes du Département du Zou, soit 1 800 femmes qui à leur tour prendront en charge une ou deux autres femmes qu'elles formeront et installeront de façon progressive. Ce programme permettra à coup sûr de lutter contre la malnutrition, la faim et la pauvreté et ceci de façon durable et efficace.

Fort de son expérience, Martin Tohou recommande vivement l'organisation régulière de foires aux savoirs pour permettre ce type d'échanges et l'appropriation de bonnes pratiques !

Sylvie, pionnière en micro-jardin

Je m'appelle Sylvie Afazonnou. J'ai 37 ans, je suis mariée et mère de quatre enfants. J'ai suivi deux jours de formation, organisée par le GRAAB, sur les techniques de cultures en micro-jardin et en petit élevage. A la fin de la formation j'ai reçu quatre caisses plastiques pour réaliser mon jardin. Je récupère les ordures avec les fientes de mon petit élevage pour fabriquer du compost, je valorise les sachets en plastique pour des cultures hors sol. Depuis lors, mes enfants, mon époux et moi-même consommons tous les jours des légumes issus de mon petit jardin. Cela me permet d'économiser 200 FCFA par jour. Mes voisines achètent le surplus, ce qui me fait gagner en moyenne 2500 FCFA par semaine. D'autres femmes m'ont déjà demandé de les former sur la technique, afin qu'elles puissent aussi produire de légumes chez elles. Je tiens à remercier le GRAAB pour son soutien.

Formation de femmes en techniques de culture en micro-jardin.

Pour des informations supplémentaires, contacter :
GRAAB ONG
Martin Fanou Tohou, Directeur Exécutif
BP 2355 – Goho (Abomey) – Bénin
Tél : +229 95 42 88 19
E-mail : graabta@yahoo.fr

Togo | Un crochet contre les déchets

Un crochet, c'est tout ce dont Baraka Oukpedjou a besoin pour faire disparaître les déchets plastiques de son ménage. Elle habite à Sokodé, la deuxième ville du Togo, et est une des 100 participantes à des ateliers de formation organisés par l'ONG allemande Urbis Foundation. Ou comment coupler activité génératrice de revenus et recyclage…

L'idée vient du pays voisin et a été diffusée à Sakodé, au Togo, par cinq formatrices venues de Papatia, un petit village au nord du Bénin. L'équipe de formation, menée par Odile Sannou, a voyagé six heures en voiture, sur des routes cahoteuses, pour venir former les femmes au Togo. Pour ces femmes béninoises, c'est déjà toute une aventure que de quitter leur village et de traverser la frontière pour former des femmes qui parlent une autre langue et qui habitent dans une grande ville. Ce qu'elles vont transmettre, c'est ce qu'elles-mêmes ont appris à faire il y a quatre ans, grâce à une coopérante allemande : du crochet avec des déchets de plastique.

Odile Sannou insiste sur l'importance du recyclage. En guise d'introduction, elle pose une question aux femmes de Sokodé : « Pourquoi ne faut-il pas jeter le plastique dans l'environnement ? ». Toutes les participantes n'ont pas une bonne compréhension du concept d'environnement, mais Sannou a des arguments percutants : « Si ta chèvre sent le sel sur un sachet en plastique, elle va le manger. Et demain, ta chèvre sera morte ».

Mais s'il ne faut pas jeter le plastique dans l'environnement, quelles sont les alternatives ? Les déchets sont mal gérés au Togo. Des projets pour l'incinération ou le recyclage cherchent en vain à résoudre le problème. Il y a des déchets partout : sur les routes, dans des dépotoirs sauvages et dans les rivières. Les nombreux sachets en plastique, utilisés pour emballer les achats du marché sont particulièrement problématiques. De retour à la maison, les sachets sont jetés car leur faible solidité ne permet pas un second usage. Pourtant, si on les travaille au crochet, on peut produire des sacs solides et réutilisables !

Avant de commencer à faire du crochet, il faut transformer les sacs en plastique en de longs fils. Pour ce faire, les sachets sont d'abord pliés en lanières et découpés pour obtenir des anneaux, ceux-ci sont ensuite noués ensemble pour fabriquer le fil.

Le troisième jour de la formation, Baraka Oukpedjou pose fièrement avec le sac à main qu'elle vient de crocheter. Il y a trois jours, quand on l'a interrogée sur sa profession, elle a répondu timidement qu'elle ne faisait rien. « Rien » n'est pourtant pas vrai quand on connaît la journée de travail d'une mère de famille togolaise… Le crochet est pour elle une activité qui peut apporter un petit revenu. Ce qui pourra l'aider à s'émanciper – et non seulement du point de vue financier !

© Christine Bertschi

Les sachets en plastic sont d'abord pliés en lanières et découpés pour obtenir des anneaux, qui sont ensuite noués ensemble pour fabriquer le fil.

Parmi les femmes, quelques-unes avaient déjà entendu parler à la télévision de projets similaires. Mais un reportage ne suffit pas à transmettre la technique. Conscientes de l'importance du recyclage et de la protection de l'environnement, les participantes sont réellement motivées et veulent partager leur idée. En effet, leurs proches, filles, sœurs, voisines, qui n'ont pas pu assister à la formation, pourront bénéficier d'une formation privée. Mounifa Saou, enseignante à Sokodé, explique à la fin de l'atelier : « Quand je porterai mon sac crocheté devant mes collègues, elles me demanderont comment je l'ai fait. Et voilà, je pourrai le leur montrer. »

Grâce au crochet, les femmes font des projets, comme vendre des accessoires crochetés à la population de Sokodé ou exporter des créations en Europe. L'argent de ces ventes permettra de motiver les femmes en leur apportant un fonds de démarrage. Maimouna Idrissou imagine déjà un avenir différent grâce aux sacs : « Un jour peut-être, je pourrai fonder un petit atelier et vendre les sacs dans une boutique ». Cette jeune fille de 22 ans étudie la comptabilité au lycée technique. « Pendant les pauses entre les cours, je ferai mon propre cartable en crochet. Bien sûr, toute ma famille doit maintenant commencer à ramasser les sachets en plastique pour moi ! »

Madame Angèle, en charge du secteur social à Urbis Foundation-Togo, constate d'un air satisfait : « J'ai vu des participantes ramasser les sacs plastiques dans la ville. Moi aussi je récolte souvent les plastiques qui traînent par terre. Je les apporte à ma belle-fille. Elle maîtrise bien le crochet et elle a besoin de beaucoup de sachets pour travailler ».

Pour des informations supplémentaires, contacter :
Urbis Foundation-Togo
BP 484
Sokodé, Togo
Tel/Fax : +228-25-510440
uf.togo@gmail.com
www.urbis-foundation.de

ETHIOPIE | DR. BOGALETCH GEBRE

Lauréate du Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique 2012-2013

La militante des droits des femmes Bogaletch Gebre a reçu le Prix « pour son leadership mobilisateur et sa détermination, en s'appuyant sur un parcours personnel remarquable, à renforcer la position des femmes en Ethiopie et à construire, à partir des communautés, un véritable mouvement pour le changement social ». Le Prix sera présenté au Dr. Gebre le 22 mai 2013 au Palais Royal de Bruxelles.

© Marti Dixon

Depuis son enfance dans l'Ethiopie rurale, Bogaletch Gebre a surmonté de terribles difficultés avant de fonder Kembatti Mentti Gezzimma (KMG Ethiopia), une association qui imagine une société où les femmes sont à l'abri de toutes les formes de discrimination et de violence et peuvent bénéficier de la justice et de l'égalité pour elles-mêmes, leur famille et leur communauté.

Bogaletch (Boge) Gebre est née dans les années 1950 dans le Kembatta, une région où les mutilations génitales féminines étaient endémiques, l'enlèvement des futures mariées monnaie courante et les services de santé de la reproduction pour ainsi dire inexistants. Refusant d'accepter un destin qui la condamnait à rester illettrée et rêvant d'apprendre l'alphabet, Gebre décida de braver l'interdit et, sous prétexte d'aller chercher de l'eau, elle s'éclipsait pour se rendre à l'école de l'église. Finalement, elle décrocha une bourse du gouvernement pour fréquenter la seule école pour fille à Addis Abeba. Elle continua ses études en Israël et plus tard à l'Université du Massachussetts aux Etats-Unis avec une bourse Fulbright.

Pendant qu'elle travaillait à son doctorat en épidémiologie à Los Angeles, son pays était frappé par la famine, la pauvreté et les crises politiques. Ces circonstances ont poussé Gebre à se consacrer entièrement à aider la population de son Ethiopie natale. Rentrée chez elle, elle voyait que la société ne donnait pas aux jeunes filles ce qu'elles étaient en droit d'en attendre. Les fillettes étaient désormais autorisées à aller à l'école, mais comme leur éducation n'était pas une priorité pour leur famille, elles étaient obligées de s'occuper du ménage et échouaient souvent aux examens. En conséquence, l'existence des femmes était incertaine : leur 'désobéissance' les salissait aux yeux des hommes qui refusaient de les épouser, et elles n'avaient aucun moyen d'évoluer et de poursuivre une carrière.

En 1997, Gebre rentra dans son pays avec 5.000 dollars américains et une vision. Elle fonda KMG Ethiopia avec sa sœur, inspirées par l'idée qu'il est impossible de 'développer les gens', que ceux-ci ne peuvent que se développer eux-mêmes, et qu'une impulsion relativement modeste peut libérer le potentiel que recèlent les communautés. C'est précisément ce qu'apporte l'approche novatrice des 'conversations communautaires' de KMG : elles permettent aux communautés de discuter ouvertement des problèmes, d'abord dans des groupes homogènes en termes de sexe et d'âge, puis entre les différents groupes, et d'arriver à un consensus sur ce qui doit changer.

Les premières « conversations communautaires » de KMG se concentraient sur la prévention du VIH/SIDA et l'élimination de pratiques coutumières néfastes, comme la mutilation génitale féminine et l'enlèvement des futures mariées. Par la suite, KMG a choisi d'élargir son champ d'action pour aborder le développement et le renforcement des femmes de façon holistique. On construit des routes rurales et des ponts pour réduire le temps nécessaire pour se rendre au marché, pour aller chercher de l'eau ou du bois. Des projets de réhabilitation environnementale permettent aux femmes de trouver du bois de chauffage ou de l'eau plus près de leur maison. Des activités d'autonomisation économique leur permettent de devenir plus indépendantes. Et l'éducation donne aux jeunes filles et aux femmes des compétences et des connaissances, ainsi que la confiance en soi nécessaire pour réclamer leur juste place dans la société et devenir de futurs leaders.

Le changement sociétal que KMG a amorcé est considérable. Non seulement des dizaines de milliers de jeunes filles et de femmes ont échappé à des violations graves des droits humains, mais la transformation de leurs communautés va bien au-delà : le statut des femmes a changé. Non seulement elles élèvent la voix, mais on les écoute aussi et leurs communautés sont devenues en général plus équitables. Une

© Martí Dixon

© Martí Dixon

étude de l'UNICEF de 2008 a confirmé qu'en 10 ans, la fréquence de l'excision dans les régions où KMG opère a considérablement diminué pour passer de 100% des filles nouveau-nées à moins de 3%. Cette étude recommandait que l'on s'inspire de la stratégie de KMG dans d'autres régions du continent africain.

Atteindre cette réussite a exigé de la patience. Gebre souligne que ses collègues et elle-même ne se contentaient pas de dire aux gens ce qu'ils devaient faire. Comme c'est le cas pour tous les efforts déployés en faveur d'un changement social, les instigateurs du changement doivent écouter les communautés, apprendre d'elles et gagner leur confiance. Les gens ont tendance à mieux comprendre les problèmes pratiques que les problèmes abstraits, dit-elle. *« Quand j'ai parlé pour la première fois aux villageois du VIH/SIDA, des droits des femmes et des droits humains, ces concepts abstraits n'étaient pas leur priorité ; ce qui était important pour eux, c'était par exemple d'essayer de réparer un pont écroulé. »*

C'est pourquoi les discussions avec les communautés concernent au départ les besoins quotidiens des femmes et sur la meilleure façon d'intégrer ces besoins dans des questions stratégiques auxquelles les communautés devront répondre à plus long terme. Ce n'est que plus tard que les conversations se concentrent sur les droits des femmes ou le VIH/SIDA, une maladie que les gens refusaient même de nommer. Après de nombreuses discussions, un ancien du village a pris la parole : *« Pourquoi nous plaignons-nous de ne pas avoir de médicament pour cette maladie ? A l'inverse de la malaria, je ne peux pas l'attraper en me faisant piquer par un moustique la nuit, pendant mon sommeil, et elle ne se propage pas en éternuant, comme la tuberculose. Cette maladie ne me touche que si je la touche. Je suis le médicament. »* De telles prises de conscience ne s'enseignent pas, déclare Gebre, elles doivent émerger du dialogue.

Puis, la communauté commence à parler de la mutilation génitale féminine et de ses effets néfastes. Bien qu'elle soit fortement ancrée dans la culture, même les anciens semblaient ignorer son origine. *« Elle a toujours existé. Ils ne savent pas qu'on n'en parle ni dans la Bible, ni dans le Coran, »* dit Gebre. Avec des informations pour en finir avec les mythes, raisonne-t-elle, ils changeront d'avis : *« Les villageois ont beau être analphabètes, ils ne sont pas stupides. Ils veulent ce qu'il y a de mieux pour eux-mêmes et leurs enfants. »*

Gebre est convaincue que la discrimination sexuelle est aussi insidieuse et destructrice que l'apartheid racial dans le passé. *« Mon rêve pour les femmes africaines ? Que le monde se rende compte que l'oppression des femmes n'est bonne ni pour les affaires, ni pour l'économie, ni pour le développement humain. L'Afrique, en particulier, ne peut se développer qu'en faisant appel à toute sa population. C'est ce que je souhaite – une coalition mondiale contre l'apartheid sexuel. »*

Pour des informations supplémentaires :
Kembatti Mentti Gezzimma (KMG Ethiopia)
Dr. Bogaletch Gebre
P.O.Box 13438
Addis Ababa, Ethiopie
Tél : +251-11-515-3690 – Fax : +251-11-850 -0232
kmgselfhelp@yahoo.com
http ://kmg-ethiopia.org

Cet article est basé sur un texte de présentation de la Fondation Roi Baudouin et comprend des extraits de The Lancet, volume 369, numéro 9579 ainsi que du site Internet de l'organisation KMG Ethiopia.

Le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique récompense les personnes ou les organisations qui s'emploient de manière remarquable dans le domaine du développement en Afrique.
Le Prix met en lumière les initiatives innovantes destinées à améliorer la qualité de vie en encourageant la population locale à prendre elle-même son développement en main.

www.kbprize.org

« Avant le démarrage du projet dans notre district, la prévalence des mutilations génitales féminines était considérable mais c'était une question tabou. Chaque année, un grand nombre de femmes excisées mourraient de complications à l'accouchement. Personne ne s'intéressait à la question ou reconnaissait que les mutilations génitales féminines étaient un problème de santé. La violence domestique était également très répandue.

Le dialogue communautaire, conduit tous les 15 jours, a facilité le changement et réduit l'incidence des mutilations génitales féminines et autres pratiques coutumières dangereuses. La plupart des femmes du district connaissent maintenant leurs droits et leurs responsabilités. Les peines infligées par les participants au dialogue communautaire pour chaque pratique coutumière dangereuse identifiée sont devenues l'ossature du changement. La lutte contre les pratiques coutumières dangereuses est l'un des 16 modules de vulgarisation sanitaire. En tant qu'agent de vulgarisation sanitaire, j'ai été chargée des activités dans le district destinées à réduire la mortalité maternelle et infantile en fournissant des informations liées à la santé.

Les activités menées par KMG pour lutter contre les pratiques coutumières dangereuses ont apporté des changements remarquables dans le district. C'est pourquoi je souhaite remercier KMG pour chaque nouveauté et chaque changement dans le district qui sont le fruit du dialogue communautaire. »

MALULE LEA EST INFIRMIÈRE ET TRAVAILLE COMME AGENT DE VULGARISATION SANITAIRE DANS LE WOREDA DE DITTA DU DISTRICT DE WUGULLA.

Mali | L'autonomisation des femmes herboristes à Bamako et Ségou

Aide au Développement de la Médecine Traditionnelle, Aidemet en abrégé, est une ONG malienne ayant comme objectif principal la valorisation des ressources de la médecine traditionnelle dans les domaines sanitaire, environnemental, social et culturel. Elle est active depuis 2003. Un projet récent de recherche-action sur l'autonomisation économique et social des femmes par la valorisation des savoirs locaux sur les plantes a amélioré les revenus, les connaissances et l'estime de soi des femmes herboristes à Bamako et à Ségou.

Depuis 2005, Aidemet Ong focalise ses analyses et ses actions sur le renforcement de l'autonomie économique et la valorisation du rôle social des femmes herboristes, pour les faire sortir de la précarité et de la pauvreté. Les objectifs sont, entre autres, d'assurer des plantes de meilleure qualité, de diminuer la pression sur les ressources naturelles et de favoriser la transmission des connaissances aux jeunes générations.

Ainsi, avec l'appui de différents bailleurs de fonds et en partenariat avec les associations des acteurs de la médecine traditionnelle, l'ONG a lancé une campagne d'adoption d'herboristes à Bamako. Celle-ci a permis de fournir des kiosques pour la vente de plantes médicinales à plus de 25 herboristes, en majorité des femmes. Les enquêtes menées par la suite ont permis de constater que le revenu mensuel des herboristes en kiosque était de 51.550 FCFA (environ 78 euros), supérieur de 38% au revenu des herboristes sans kiosque.

Suite à ces résultats, la Coopération italienne, via l'UNOPS (organe opérationnel des Nations Unies), a accepté de financer un projet de recherche-action intitulé *« Autonomisation économique et empowerment des femmes par la valorisation des savoirs locaux sur les plantes »*. Le projet, qui a concerné 20 femmes herboristes, s'est déroulé à Bamako et à Ségou de mars 2011 à juin 2012.

Les principales activités du projet ont été de fournir 20 kiosques pour améliorer la présentation, la vente et le stockage des plantes médicinales et de former des femmes herboristes sur les techniques de récolte, de stockage et de transformation des plantes médicinales ainsi que sur la gestion comptable et financière simplifiée. Un accompagnement de proximité a été donné et un fonds de microcrédit autogéré a été mis en place. L'expérience a été capitalisée dans une brochure.[1]

Pour le démarrage des microcrédits, le projet a versé un total de 5 millions de FCFA (environ 7600 euros) sur deux comptes d'épargne ouverts au nom des femmes herboristes auprès de la BNDA à Bamako et à Ségou. Le principe était que ce montant, bien que sécurisé à la Banque, restait la propriété des femmes herboristes, qui se sont organisées pour le gérer.

Deux herboristes, une grand-mère et sa petite fille, devant leur kiosque.

Le taux d'intérêt pratiqué a été de 7%, pour prendre en charge les frais de gestion (3% pour les Fédérations des Thérapeutes et Herboristes de Bamako et Ségou, qui en assuraient le suivi, et 4% pour les groupements des femmes).

Une enquête d'évaluation interne réalisée à la fin du projet a montré que les 20 femmes bénéficiaires étaient bien satisfaites des kiosques et de leur qualité. La motivation la plus citée a été la bonne qualité des plantes, due au bon séchage et à la bonne conservation. A signaler aussi l'augmentation des clients et l'amélioration de l'activité de vente, dues à une meilleure perception par le public du travail de l'herboriste. Tous les clients interrogés ont apprécié positivement les kiosques. La majorité d'entre eux a déclaré de préférer les herboristes avec kiosque par rapport à ceux sans kiosque et de n'avoir rencontré aucune différence de prix entre les unes et les autres.

A l'occasion de l'Atelier de clôture du projet, le Prof. Rokia Sanogo, Présidente d'Aidemet Ong, a affirmé : *« Le projet a permis de confirmer que les femmes herboristes ont su s'adapter mieux que les hommes aux défis de l'urbanisation : elle ont montré l'intelligence et la flexibilité collective nécessaires à transformer leurs connaissances traditionnelles, accumulées dans le temps et transmises par des générations de femmes, en une activité commerciale, en même temps sociale et économique, présente dans tous les marchés des villes. Elles répondent à la demande sociale de plantes médicinales et assurent aux populations un service de proximité à des prix très abordables, tout en générant des revenus qui sont investis en soutien à l'économie familiale, principalement pour faire face aux dépenses quotidiennes pour l'habillement, la santé, la nutrition et l'éducation des enfants »*.

Un nouveau projet devant assurer l'accompagnement de 200 femmes herboristes de Bamako et de Ségou aurait dû commencer ses activités depuis le premier trimestre 2012, sur financement de la Coopération italienne et de la Région de l'Ombrie (Italie). Malheureusement, à cause de la crise politique et sécuritaire au Mali, le financement a été gelé pour l'instant.

Pour en savoir plus :
AIDEMET
Prof. Rokia Sanogo et Dr Sergio Giani
BP 9279, Bamako – Mali
Tél/Fax : +223-20232903
Mobile : +223-76131273 ; 66756534
aidemet@afribonemali.net
www.aidemet.org

1 R. Sanogo et S. Giani, *Femmes et Plantes*, Edimco Edition, Bamako (Mali), juillet 2012.

Nouvelles publications FAO

Toutes les publications sont disponibles sur le site www.fao.org/docrep

Agricultural cooperatives and gender equality

Coopératives agricoles et égalité des sexes

L'agriculture reste la principale source d'emplois et de revenus dans les zones rurales des pays en développement, où vivent la grande majorité des personnes victimes de la pauvreté et de la faim dans le monde. Les femmes rurales jouent un rôle fondamental dans les activités agricoles et dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, car elles sont agricultrices/productrices, travailleuses et chefs d'entreprise. Cependant, les femmes rurales n'ont pas le même accès que les hommes aux ressources et aux débouchés, ce qui leur permettrait d'être pleinement productives dans l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et le bien-être de leurs familles et des générations futures. Les coopératives peuvent jouer un rôle important pour surmonter les barrières auxquelles sont confrontées les femmes et aider les petits producteurs agricoles. L'expérience montre que les coopératives efficientes ont la capacité de promouvoir l'autonomie économique et sociale de leurs membres et de créer des emplois durables dans le cadre de modèles économiques équitables et ouverts qui sont plus résilients aux chocs.

FAO, 2012

CEDAW – A tool for gender-sensitive agriculture and rural development policy and programme formulation. Guidelines for Ministries of Agriculture and FAO

CEDEF – Un outil pour la formulation de politiques et de programmes de développement agricole et rural favorisant l'égalité des sexes. Directives destinées aux Ministères de l'agriculture et à la FAO

Les politiques agricoles doivent lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes, pour faire en sorte que les activités de développement soient efficaces et aient des effets positifs durables sur les conditions de vie et le potentiel économique des femmes, des hommes, des filles et des garçons vivant en milieu rural. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) est un moyen très efficace dont on dispose pour promouvoir la concrétisation des droits et du potentiel des femmes et des filles rurales. Cette publication explique comment on peut soutenir et utiliser la Convention, au niveau national, en tant qu'instrument d'élaboration et de programmation des politiques, de manière à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes, dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

FAO, 2013
(bientôt disponible en français)

Children's work in the livestock sector: Herding and beyond

Le travail des enfants dans le secteur de l'élevage : garde des troupeaux et au-delà

L'agriculture est le secteur qui emploie la plus grande partie de la main-d'œuvre enfantine recensée dans le monde, et l'élevage représente 40% de l'économie agricole. Pour lutter contre le travail des enfants, il faut amener les gouvernements, les organisations paysannes et les familles rurales à s'impliquer directement dans la recherche de solutions pouvant remplacer des pratiques qui sont souvent le reflet d'une nécessité pour la survie. Cette étude théorique fait le bilan des données disponibles sur le travail des enfants dans le secteur de l'élevage et indique des solutions possibles. En contribuant à la base des connaissances sur ce sujet, la FAO cherche à stimuler la recherche et le débat afin de parvenir à une vision partagée des efforts à déployer en priorité et à encourager les gouvernements et les autres parties prenantes à s'attaquer au problème. Aider les enfants à réaliser leurs droits et la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire doivent être des objectifs complémentaires.

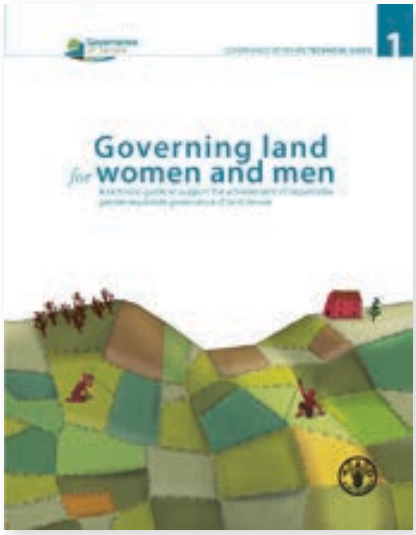
FAO, 2013

Invisible Guardians. Women manage livestock diversity

Les gardiennes invisibles. Les femmes gèrent la diversité de l'élevage

Cette publication présente une analyse du rôle que jouent les femmes dans l'utilisation, le développement et la conservation durables des ressources zoogénétiques. L'importance des petits agriculteurs et des éleveurs nomades comme gardiens de ces ressources est largement reconnue mais elle n'a encore jamais été étudiée en fonction du sexe. Les études sur la gestion des ressources zoogénétiques ont en général négligé les rôles différents que jouent les femmes et les hommes, mais en rassemblant différents courants d'argumentation et de preuves indirectes, il est possible de conclure que les femmes sont les principales gardiennes de la diversité de l'élevage. Des études de cas dans de nombreuses régions dans le monde montrent que si, dans une certaine mesure, les femmes acquièrent leur rôle de gardiennes de la diversité par défaut en raison des tendances mondiales, elles sont nombreuses aussi à contribuer de manière active et consciente à la gestion des ressources zoogénétiques.

FAO Animal Production And Health Paper, n° 174, 2012



Governing land for women and men. A technical guide to support the achievement of responsible gender-equitable governance of land tenure

Gérer la terre pour les femmes et les hommes. Un guide technique à l'appui d'une gouvernance des régimes fonciers respectueuse de l'égalité hommes-femmes

L'égalité entre les sexes est l'un des dix principes fondamentaux des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Ce guide technique a pour objet d'aider à mettre en œuvre ce principe grâce à une gouvernance des régimes fonciers respectueuse de la parité hommes-femmes. Il met l'accent sur l'équité et sur la manière dont la gestion des régimes fonciers peut répondre aux différents besoins et priorités des femmes et des hommes. Le guide propose des avis sur les mécanismes, les stratégies et les mesures qui peuvent améliorer l'égalité hommes-femmes dans les processus, les institutions et les activités de gouvernance des régimes fonciers.

FAO, Governance of Tenure Technical Guide 1, 2013
(bientôt disponible en français)

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 – Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur

Il est essentiel d'investir dans l'agriculture, si l'on veut réduire la faim et promouvoir une agriculture durable. Les régions où le capital agricole par travailleur et les investissements publics dans l'agriculture ont stagné sont, de nos jours, les épicentres de la pauvreté et de la faim dans le monde. Dans les prochaines décennies, les ressources naturelles de la planète seront soumises à des pressions croissantes, du fait de l'augmentation de la demande. Pour éliminer durablement la faim, il faudra intensifier nettement les investissements agricoles, mais aussi améliorer leur efficacité. Ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui investissent le plus dans l'agriculture des pays en développement et il faudra donc leur réserver un rôle central dans toute stratégie d'intensification des investissements dans le secteur agricole ; par ailleurs, pour amener ces agriculteurs à investir davantage dans l'agriculture, il faudra créer un cli-

mat favorable aux investissements, sous la forme de stimulants économiques et d'un environnement porteur. Les pouvoirs publics ont, eux aussi, une responsabilité spéciale à assumer, dans la mesure où ils doivent aider les petits agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à accroître leurs avoirs productifs ; en outre, les pouvoirs publics doivent aussi veiller à ce que les grands investissements agricoles aient des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental. Les investissements agricoles des pouvoirs publics contribuent de manière essentielle à la mise en place d'un environnement porteur favorisant les investissements privés dans ce secteur. Les pouvoirs publics doivent consacrer les fonds limités dont ils disposent à la fourniture de biens publics essentiels, qui ont des effets appréciables sur le plan économique et social.

FAO, 2012
www.fao.org/publications/sofa/fr

L'union fait la force. Des organisations de producteurs forestiers efficaces

Pendant de nombreuses années, la FAO et AgriCord ont soutenu la coopération entre les agriculteurs, les groupements et les communautés dans le but d'améliorer la production agricole. Reconnaissant que des surfaces croissantes de forêts relèvent du contrôle des particuliers et des communautés, leur centre d'intérêt s'est élargi pour inclure les produits et services des forêts. Ce rapport suggère que des organisations de producteurs forestiers efficaces permettent aux petits producteurs de s'exprimer politiquement et d'accéder aux marchés et peuvent ainsi promouvoir le développement économique de leurs membres. Le document s'appuie sur un éventail étendu d'exemples pratiques et met en évidence les facteurs de succès et les défis et fournit des indications relatives aux appuis opérationnels pouvant être apportés.

FAO / AgriCord, 2012

Manuel de communication pour la sécurité alimentaire

Ce manuel vise à aider les professionnels de la sécurité alimentaire à élaborer des stratégies de communication et ainsi à communiquer plus efficacement avec leurs publics cibles. Des parties spécifiques du manuel sont axées sur les décideurs politiques et les médias, en raison du rôle important qu'ils jouent dans la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et de leur influence en la matière. Il passe aussi en revue certains produits d'information spécifiques tels que les notes d'orientation, les rapports et les bulletins d'alerte précoce et suggère des façons de les structurer et de les améliorer. Enfin, il donne des conseils sur l'utilisation d'Internet, des médias sociaux et des outils Web 2.0, car ces technologies offrent des possibilités sans précédent pour communiquer à l'échelle mondiale. Le manuel comprend également des modèles prêts à l'emploi ainsi que des conseils et astuces, fruits de nombreuses années d'expérience.

FAO, 2012

Note d'orientation : Intégrer le droit à une alimentation adéquate aux programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle

Cette note d'orientation est un outil pratique pour les praticiens voulant intégrer le droit à une alimentation adéquate aux programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle établit par ailleurs une passerelle entre les dimensions normatives du droit à l'alimentation et le travail mené concrètement à l'échelon national en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi des programmes. Cette note d'orientation y parvient en expliquant brièvement les dimensions conceptuelles, légales et opérationnelles du droit à l'alimentation. Ensuite, elle examine quatre « points d'entrée » pour le droit à une alimentation adéquate aux programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle : les responsabilités des parties prenantes, les aspects juridiques, les systèmes de suivi et les mécanismes de recours. Puis, elle utilise des exemples spécifiques qui démontrent comment cela peut être accompli.

FAO, Publications sur le Droit à l'alimentation, 2013
(bientôt disponible en français)

© FAO / Desmond Kwande

Pour des villes plus vertes en Afrique. Premier rapport d'étape sur l'horticulture urbaine et périurbaine

Les décideurs africains doivent agir sans plus tarder pour que le cours actuel de l'urbanisation, impossible à maintenir, s'oriente vers le développement de villes plus vertes où la santé des populations ne soit pas menacée, des villes qui assurent à tous leurs habitants la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un travail et des revenus décents, et un environnement propre. Le présent rapport met en évidence un élément clé du développement durable des villes : l'horticulture urbaine et périurbaine. A partir d'études de cas qui ont été établies par des spécialistes nationaux et d'autres travaux portant sur l'ensemble du continent, il fait le point sur la situation actuelle, de l'Algérie à la Zambie et de Nairobi à Dakar. On y trouvera des conclusions générales, une présentation détaillée de l'horticulture urbaine et périurbaine dans 22 pays et des recommandations en vue du développement de jardins maraîchers au service de villes en croissance rapide.

FAO, 2012

Youth : the future of agricultural cooperatives

Les jeunes : l'avenir des coopératives agricoles

Il y a quelque 500 millions de petites exploitations agricoles dans le monde. Elles produisent environ 80% des aliments consommés en Asie et en Afrique sub-saharienne. Les jeunes constituent un large pourcentage de la population rurale et sont souvent sans travail ou sous employés, malgré le besoin de main-d'œuvre dans le secteur agricole. Les jeunes ruraux ne perçoivent pas l'agriculture comme une profession rémunératrice ou prestigieuse, et tant qu'ils ne trouveront pas de réels débouchés économiques et environnements porteurs dans les zones rurales, ils continueront de migrer vers les villes. Cette tendance non seulement contribue au phénomène émergent de sur-urbanisation mais devrait aussi avoir un impact sur la production vivrière mondiale. Il est donc essentiel d'investir dans les jeunes qui vivent dans les zones rurales pour renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire et dynamiser les économies rurales.

FAO/IFAD, Année internationale des coopératives, Note de synthèse, 2012
(bientôt disponible en français)

Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

African Women's Decade : One Year On

Décennie des femmes africaines : première année

Ce rapport résume les progrès accomplis par les pays africains sur le plan des droits de la femme et de l'égalité entre les sexes au cours de la première année de la Décennie des femmes africaines. Il présente pour chaque pays le contexte, les progrès accomplis et les faits nouveaux survenus dans différents domaines, et l'importance accordée aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes. Make Every Woman Count (MEWC) publiera chaque année un rapport pendant toute la durée de la Décennie des femmes africaines. L'objectif de ce rapport est de présenter une vue d'ensemble sur la situation des droits de la femme en Afrique.

MEWC, 2011
www.makeeverywomancount.org

Empowering Women. Legal Rights and Economic Opportunities in Africa

Autonomiser les femmes. Droits juridiques et perspectives économiques en Afrique

L'importance des droits de propriété pour fournir des incitations à investir, à travailler dur et à innover est reconnue depuis des siècles. Cependant, de nombreuses femmes en Afrique ne jouissent pas des mêmes droits de propriété ou de la même capacité juridique formelle que les hommes. Cet ouvrage montre la mesure dans laquelle la capacité juridique et les droits de propriété varient entre les femmes et les hommes, et analyse l'impact que cette différence a sur les perspectives économiques des femmes. Il présente une base de données sur l'autonomisation économique et juridique des femmes en Afrique intitulée « Women's Legal Economic Empowerment Database – Africa (Women LEED Africa) », qui couvre les 47 pays d'Afrique sub-saharienne, et fournit des indicateurs ainsi que des liens vers les constitutions, les conventions internationales ratifiées, et les législations nationales qui ne donnent ni la même capacité juridique ni les mêmes droits de propriété aux hommes et aux femmes.

La Banque mondiale, 2012 (US$29.95)
http ://publications.worldbank.org

Gender and Climate Change : Toolkit for Women on Climate Change

Les femmes et le changement climatique : Boîte à outils sur le changement climatique destinée aux femmes

Cette boîte à outils fait partie d'une initiative visant à rechercher des moyens stratégiques et novateurs pour faire connaître les questions de justice climatique et d'égalité des sexes devant la justice, en particulier du point de vue des femmes dans le sud. Le but est de fournir à des organisations communautaires ou locales des informations de base sur le changement climatique et sur les moyens de promouvoir la justice climatique auprès de leurs collectivités et des groupes cibles.

Isis International, 2012
www.isiswomen.org

2012 Global Gender Gap Report

Rapport 2012 sur les disparités entre les sexes dans le monde

L'indice des disparités entre les sexes dans le monde est un cadre d'analyse qui permet de montrer l'ampleur et la portée des disparités entre les sexes et d'en suivre l'évolution. L'index évalue ces disparités au niveau national en fonction de critères économiques, politiques, ou encore fondés sur l'éducation et la santé, et attribue un classement aux pays qui permet d'établir des comparaisons entre les régions et les groupes de revenu, et dans le temps. Ce classement est conçu pour sensibiliser un public mondial aux défis posés par les disparités entre les hommes et les femmes et aux possibilités ouvertes par leurs réductions. La méthodologie et l'analyse quantitative qui étayent les classements doivent permettre d'élaborer des mesures efficaces pour réduire ces disparités.

Forum économique mondial, 2012
www.weforum.org/reports

Innovative Approaches to Gender and Food Securitty

Approches innovantes de la parité et de la sécurité alimentaire

L'égalité des sexes et l'élimination de la faim sont deux objectifs étroitement liés et interdépendants. Résoudre le problème de la faim maintenant et à l'avenir c'est remettre en question le modèle actuel de développement mondial qui permet l'inégalité et qui s'en nourrit. L'analyse sexospécifique montre que les femmes sont pourvoyeuses de nourriture, car elles produisent, transforment, commercialisent, cuisinent et servent les aliments. Cependant, l'accès aux ressources, au crédit, à l'information et aux marchés leur est encore fermé ou limité, ce qui réduit considérablement leur productivité et la sécurité alimentaire. À cela il faut ajouter la répartition inégale des rôles, des responsabilités et des charges de travail qui fait souvent que les femmes sont exténuées et sous-alimentées. Ce numéro montre comment les politiques et les pratiques de développement peuvent améliorer la sécurité alimentaire tout en appuyant l'autonomisation des femmes. Bien qu'il n'existe pas d'approche universelle, le document montre qu'en donnant les moyens voulus aux femmes et en s'attaquant aux normes sexistes et aux inégalités au sein des ménages et des communautés, les programmes de sécurité alimentaire peuvent être plus efficaces.

IDS Knowledge Services, Insights, issue 82, 2012
www.bridge.ids.ac.uk

Kit'Actu – Genre et changement climatique

Les réponses au changement climatique ont tendance à se concentrer sur des solutions scientifiques et économiques plutôt que de s'attaquer aux dimensions humaines et de genre qui sont extrêmement importantes. Afin que les réponses aux changements climatiques soient efficaces, elles doivent aller au-delà de ces approches limitées et devenir axées sur les personnes, et se concentrer sur les défis et les opportunités que présente le changement climatique dans la lutte pour l'égalité des sexes.

BRIDGE, 2012
www.bridge.ids.ac.uk/go/bridge-publications

Lay of the land. Improving land governance to stop land grabs

Configuration des terres. Améliorer la gouvernance foncière pour arrêter l'accaparement des terres

Les acquisitions de terre à grande échelle par les investisseurs, qui sont souvent appelés « accapareurs de terre », peuvent priver les femmes et les communautés rurales de leurs moyens d'existence et de leurs terres, et donc aggraver leur insécurité alimentaire. Ce rapport fait valoir que l'augmentation de l'accaparement des terres est un problème qui doit être traité de toute urgence et met l'accent sur les mesures que les pays en développement peuvent prendre pour atténuer ce phénomène en renforçant la gouvernance foncière nationale afin qu'elle soit transparente, tenue de rendre compte et protectrice des droits des communautés.

ActionAid, 2012
www.actionaid.org/publications

Le Leadership d'Influence. Manuel pour les Femmes Africaines

Ceci est un manuel de formation avec huit sessions conçues pour accompagner l'autonomisation par le leadership des femmes africaines. D'après la publication, le leadership est un processus par lequel une personne influence les autres pour réaliser un objectif et dirige l'organisation de manière à la rendre plus cohésive et cohérente. Le manuel peut être utilisé par des formateurs, des institutions de formation et de renforcement des capacités, et par des chercheurs.

West Africa Civil Society Institute, 2012
www.wacsi.org

Les essentiels du genre N°12 – Cycle du développement

Ce numéro a pour objectif de donner une vision la plus complète possible de la mise en œuvre d'un programme de développement. Il veut contribuer à la réduction des inégalités entre les sexes et des inégalités sociales. Un guide intelligent pour chaque étape du cycle du développement :
– Quelle place pour le genre dans le partenariat ?
– Comment insérer le genre dans l'identification, dans la formulation, dans la mise en œuvre d'un programme ou d'un projet ?
– Et comment intégrer le genre dans le suivi, et l'évaluation d'un programme et d'un projet ?
Des outils déjà testés et utiles pour évaluer votre préparation de programmes ou de projets. Une bibliographie ciblée et mise à jour pour vous aider dans vos questions. Un manuel utile et clair pour tout-e acteur, actrice en développement, au Nord et au Sud.

Le Monde selon les Femmes, 2012
www.mondefemmes.be

Les femmes et le droit à l'alimentation

En juin 2012, le Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, était invité par la Banque asiatique de développement à faire part de ses vues devant le « Eminent Speakers' Forum » sur le rôle que joue

© FAO / Antonello Proto

l'égalité hommes-femmes pour garantir le droit à l'alimentation. Sa contribution au Forum comportait deux articles :
– Notre arme secrète contre la faim : l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes
– La contribution du droit à l'alimentation à la sécurité alimentaire mondiale : un outil, pas un symbole
En mars 2013, il a présenté le rapport « Les droits des femmes et le droit à l'alimentation » à la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

www.srfood.org

Off the balance sheet : the impact of the economic crisis on girls and young women. A review of the evidence

Hors bilan : l'impact de la crise économique sur les filles et les jeunes femmes. Analyse des faits

Ce rapport examine l'impact de plus en plus lourd de la crise économique sur les filles et les jeunes femmes dans le monde. En s'appuyant sur des informations de sources très diverses, il met l'accent sur les conséquences de la crise sur quatre droits fondamentaux : survie, développement, protection et participation.

ODI/Plan International, 2013
http ://plan-international.org

Parce que je suis une fille. Rapport Afrique 2012. Progrès et Obstacles à l'Education des Filles en Afrique

Le rapport mondial annuel « Parce que je suis une fille » dresse le tableau de la situation des filles dans le monde. Alors que les femmes et les enfants sont souvent reconnus comme des groupes cibles spécifiques dans les processus de formulation des politiques et de la planification, les droits et besoins particuliers des filles sont souvent ignorés. Ces rapports fournissent des preuves, notamment les voix des filles elles-mêmes, sur les raisons pour lesquelles les besoins des filles exigent une attention particulière. Ceci est le premier rapport panafricain « Parce que je suis une fille ». Il présente les difficultés rencontrées par les filles, leurs familles, les communautés et les enseignants à travers l'Afrique, et comment leur expérience de l'éducation est affectée et influencée par les politiques, les pratiques culturelles et les valeurs traditionnelles.

Plan, 2012
http ://plan-international.org

Participatory radio campaigns and food security : How radio can help farmers make informed decisions

Campagnes radiophoniques participatives et sécurité alimentaire : comment la radio peut aider les agriculteurs à prendre des décisions en connaissance de cause

Ce rapport présente et analyse les principales conclusions d'une évaluation approfondie de 15 campagnes radiophoniques participatives menées par l'Initiative de recherche sur les radios rurales en Afrique (IRRRA). En collaboration avec les stations de radios partenaires en Tanzanie, en Ouganda, au Mali, au Ghana et au Malawi, IRRRA a créé une série de programmes éducatifs destinés aux petits agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer leurs pratiques de culture. La recherche était guidée par deux questions : Comment et par quelles voies la radio est-il le moyen le plus efficace pour aider les petits agriculteurs à relever le défi de la sécurité alimentaire, notamment par l'augmentation et la diversification de la production, une meilleure gestion de l'usage de la terre et la réduction des pertes après récolte ? Et comment les nouvelles technologies (téléphones portables et lecteurs MP3 entre autres), peuvent-elles augmenter l'efficacité de la radio comme outil durable et interactif de communication pour le développement ?

Radios rurales internationales /IRRRA, 2011
www.farmradio.org

Raising Women's Voices through Radio Drama : Reflections from South Africa

Faire entendre la voix des femmes par la fiction radiophonique : réflexions d'Afrique du Sud

Cette étude de cas partage les expériences et les enseignements tirés de Zaphamban' izindlela!, une série radiophonique conçue pour inciter les auditeurs à réfléchir et dialoguer sur les droits des femmes et le Protocole de l'Union africaine sur les droits des femmes en Afrique. Selon l'étude de cas, la série s'est révélée un moyen divertissant de stimuler le dialogue et l'analyse sur les droits des femmes dans les communautés, de faire connaître le Protocole et les protections juridiques dont bénéficient les femmes, d'encourager l'action locale et de donner l'occasion de discuter de sujets sensibles comme la violence contre les femmes et les pratiques agricoles dangereuses.

CMFD Production, POWA, Oxfam, 2012
www.cmfd.org

Rapport d'enquête : La participation de la communauté dans les radios locales et communautaires

La participation de la communauté est un élément important pour presque toutes les stations qui ont participé à une enquête par CAMECO sur la participation des communautés dans la programmation, la gestion, la propriété et le financement des radios locales et communautaires.. Dans toutes les régions, la participation dans la programmation est la plus forte. Bien que le classement des différents domaines de la participation soit semblable dans toutes les régions, il présente certaines différences dans leur importance : les radios d'Amérique latine montrent une participation particulièrement élevée dans la programmation, mais sont de loin inférieures à la moyenne au niveau de la gestion et la propriété. En Afrique, le niveau de participation dans le financement et la propriété est relativement élevé. En Asie la participation à la gestion joue un rôle important.

CAMECO Practice Series, 2012
www.cameco.org

Sensitive Response and Recovery : An Overview

Interventions sensibles au genre et reconstruction : une vue d'ensemble

Le nombre et la complexité des dangers et des catastrophes augmentent rapidement et il est amplement démontré que les femmes et les filles sont souvent plus vulnérables que les hommes et les garçons. Cette série d'études de cas analyse les progrès réalisés et les défis auxquels il nous faut encore faire face dans les interventions d'aide humanitaire et de réduction des risques de catastrophes, afin de répondre de manière adéquate aux besoins de toutes les personnes touchées. En partageant les enseignements acquis, ces études peuvent être utiles en dehors de leur contexte et contribuer à améliorer l'efficacité des activités futures.

Oxfam GB, Gender Equality in Emergencies Programme Insights series, 2012
http ://policy-practice.oxfam.org.uk